



**KPMG S.A.**  
**Economie Sociale et Solidaire**  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris la Défense Cedex  
France

*Deloitte & Associés*

Tour Majunga  
6, Place de la Pyramide  
92908 PARIS-LA-DÉFENSE CEDEX

**Deloitte.**

*Institut national de  
recherche pour  
l'agriculture,  
l'alimentation et  
l'environnement -  
INRAE*

Etablissement Public à caractère

Scientifique et Technologique

***Rapport des commissaires aux comptes sur les  
comptes consolidés***

Exercice clos les 31 décembre 2021  
Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement  
- INRAE  
147 rue de l'Université 75338 Paris Cedex 07

Référence : YD-EG-JN-AG-EE



**KPMG S.A.**  
**Economie Sociale et Solidaire**  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris la Défense Cedex  
France

*Deloitte & Associés*

Tour Majunga  
6, Place de la Pyramide  
92908 PARIS-LA-DÉFENSE CEDEX

**Deloitte.**

## **Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement - INRAE**

Siège social : 147 rue de l'Université 75338 Paris Cedex 07

### **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

Exercice clos les 31 décembre 2021

Aux Autorités de Tutelle de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement ,

#### **Opinion avec réserves**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Autorités de Tutelle, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous les réserves décrites dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français applicables aux établissements publics nationaux, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

#### **Fondement de l'opinion**

##### **Motivation des réserves**

Nous reprenons ci-après les réserves que nous avons précédemment formulées et qui subsistent au 31 décembre 2021 :

- Les travaux d'audit afférents aux conventions pluriannuelles ont mis en évidence une insuffisance de contrôle interne ne permettant pas à l'établissement de garantir l'exhaustivité et l'exactitude des produits pluriannuels, en particulier ceux relatifs aux contrats de recherche (230 M€ hors taxes de produits à recevoir).
- Les immobilisations n'ont pas donné lieu à un recensement exhaustif permettant d'en assurer le rapprochement avec les données comptables et donc de garantir l'exhaustivité, la réalité et l'exactitude des montants inscrits au bilan. De plus, à la suite de la fusion entre INRA et IRSTEA au 1er janvier 2020, les comptes de l'établissement intègrent désormais le patrimoine immobilier de l'ex-IRSTEA. Ce dernier avait, en 2011, régularisé et complété la comptabilisation de son patrimoine immobilier en procédant notamment à l'inscription du patrimoine mis à disposition par l'État sur la base des valeurs communiquées par France Domaine et qui s'élèvent à 67,3 M€ en valeur brute. Toutefois, les rapports d'évaluation ne précisaient pas les hypothèses ni les méthodes utilisées qui sous-tendent les valeurs ainsi comptabilisées. En 2021, aucune documentation complémentaire n'a été obtenue par INRAE. En conséquence, nous ne sommes pas en mesure d'apprécier les valeurs et amortissements comptabilisés à ce titre.

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre les points décrits dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserves », nous portons à votre connaissance que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé ont porté, selon notre jugement professionnel, sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

### **Vérifications du rapport de gestion sur les comptes consolidés**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives à l'ensemble constitués par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

À l'exception de l'incidence éventuelle des points décrits dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserves », nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes consolidés des informations données dans le rapport de gestion de l'Ordonnateur et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes consolidés adressés aux Autorités de Tutelle, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de nous prononcer sur la sincérité et la concordance avec les comptes consolidés des données budgétaires.

## **Responsabilités de l'Ordonnateur, de l'Agent Comptable et des personnes constituant la gouvernance, relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à l'Agent Comptable, en relation avec l'Ordonnateur, d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français applicables aux établissements publics nationaux, et à l'Ordonnateur, en liaison avec l'Agent Comptable, de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à l'Ordonnateur d'évaluer la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation, et à l'Agent Comptable de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'établissement ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

## **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre établissement.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- Concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense, le 16 juin 2022

Paris La Défense, le 16 juin 2022

Yves Delmas  
Associé

Eric Godeau  
Associé



**ETABLISSEMENT PUBLIC INRAE**

**COMPTES CONSOLIDÉS**

**Exercice clos le 31 décembre 2021**

# SOMMAIRE

COMPTE RENDU DES TRAVAUX.....	3
<b>1. ETATS FINANCIERS.....</b>	<b>4</b>
1.1. Bilan Consolidé.....	4
1.2. Compte de résultat consolidé.....	5
1.3. Tableau de flux de trésorerie consolidé.....	6
1.4. Tableau de variation des capitaux propres.....	7
<b>2. REFERENTIEL COMPTABLE, MODALITES DE CONSOLIDATION, METHODES ET REGLES D’EVALUATION.....</b>	<b>8</b>
2.1. Faits majeurs.....	8
2.2. Référentiel comptable.....	10
2.3. Contexte de consolidation.....	11
2.4. Activités de l’ensemble.....	11
2.5. Modalités de consolidation.....	13
2.6. Méthodes et règles d’évaluation.....	14
<b>3. PERIMETRE DE CONSOLIDATION.....</b>	<b>21</b>
<b>4. DETAIL DES COMPTES DU BILAN.....</b>	<b>21</b>
4.1. Ecart d’acquisition.....	21
4.2. Immobilisations incorporelles.....	22
4.3. Immobilisations corporelles.....	23
4.4. Immobilisations financières.....	24
4.5. Amortissements et provisions.....	26
4.6. Stock.....	26
4.7. Ventilation des créances par échéance.....	27
4.8. Ventilation des dettes par échéance.....	28
4.9. Provisions pour risques et charges.....	29
4.10. Impôts différés.....	31
4.11. Emprunts et dettes financières.....	32
4.12. Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	33
4.13. Financement nets de l’actif.....	33
<b>5. DETAIL DU COMPTE DE RESULTAT.....</b>	<b>34</b>
5.1. Chiffre d’affaires.....	34
5.2. Détail des autres produits et charges d’exploitation.....	34
5.3. Détail des achats consommés.....	36
5.4. Détail des charges de personnel.....	37
5.5. Variation nette des amortissements et dépréciations.....	39
5.6. Détail du résultat financier.....	40
5.7. Résultat exceptionnel.....	41
5.8. Impôt sur les bénéfices.....	42
<b>6. ENGAGEMENTS HORS BILAN.....</b>	<b>42</b>
<b>7. AUTRES INFORMATIONS ANNEXES.....</b>	<b>43</b>
7.1. Effectif moyen.....	43
7.2. La réconciliation des dettes et créances entre l’Etat et ses opérateurs.....	43
7.3. Passifs éventuels.....	43
7.4. Evènements postérieurs à la clôture.....	44
7.5. Honoraires CAC.....	44
7.6. Informations concernant les dirigeants.....	44
<b>8. DES COMPTES INDIVIDUELS AUX COMPTES CONSOLIDES.....</b>	<b>45</b>

## COMPTE RENDU DES TRAVAUX

Dans le cadre de notre mission d'établissement des comptes consolidés de l'ensemble INRAE :

### ETABLISSEMENT PUBLIC INRAE

Pour l'exercice du 01/01/21 au 31/12/21, et conformément à la mission qui nous a été confiée, nous avons effectué les diligences relatives à la consolidation des comptes des entités de votre ensemble.

Les comptes consolidés ci-joints se caractérisent par les données suivantes :

✓ Total du bilan consolidé :	1 371 Meuros
✓ Chiffre d'affaires consolidé :	98 Meuros
✓ Résultat net consolidé :	34.2 Meuros
✓ Résultat net (part de l'ensemble INRAE) :	34 Meuros

Fait le 25 avril 2022

V. DOLIGE

Expert-comptable



## 1. ETATS FINANCIERS

### 1.1. Bilan Consolidé

<i>En milliers d'euros</i>	Clôture		Ouverture
	Valeurs brutes	Amort. Prov.	Valeurs nettes
Capital souscrit non appelé	-	-	-
Immobilisations incorporelles	75 102	- 66 154	8 948
<i>Dont Ecarts d'acquisition</i>	-	-	-
Immobilisations corporelles	1 797 834	- 1 057 314	740 519
Immobilisations financières	6 948	- 2 550	4 398
Titres mis en équivalence	-	-	-
<b>Total actif immobilisé</b>	<b>1 879 884</b>	<b>-1 126 018</b>	<b>753 865</b>
Stocks et en-cours	15 968	- 817	15 151
Clients et comptes rattachés	31 307	- 5 108	26 199
Autres créances et comptes de régularisation	295 559	-	295 559
Valeurs mobilières de placement	12 527	-	12 527
Disponibilités	267 631	-	267 631
<b>Total Actif</b>	<b>2 502 876</b>	<b>-1 131 943</b>	<b>1 370 933</b>

<i>En milliers d'euros</i>	Clôture	Ouverture
Financement de l'actif par l'Etat	86 410	89 223
Primes liées au capital	-	-
Financement de l'actif par les tiers	112 676	108 185
Réserves	620 206	601 685
Résultat de l'exercice	34 043	15 059
Autres	-	0
<b>Total capitaux propres</b>	<b>853 335</b>	<b>814 151</b>
Intérêts hors ensemble	17 269	17 326
Autres fonds propres	0	-
Provisions	86 305	81 373
Emprunts et dettes financières	2 437	3 000
Fournisseurs et comptes rattachés	29 756	23 483
Autres dettes et comptes de régularisation	381 831	365 625
<b>Total Passif</b>	<b>1 370 933</b>	<b>1 304 959</b>

## 1.2. Compte de résultat consolidé

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Clôture</b>	<b>Ouverture</b>
Chiffre d'affaires	97 538	90 956
Autres produits d'exploitation	967 185	926 257
Achats consommés	- 176 637	- 172 005
Charges de personnel	- 733 397	- 729 994
Autres charges d'exploitation	1 426	- 2 227
Impôts et taxes	- 48 795	- 47 166
Variations nettes des amortissements et des dépréciations	- 74 882	- 51 250
<b>Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition</b>	<b>32 438</b>	<b>14 572</b>
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	-	-
<b>Résultat d'exploitation après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition</b>	<b>32 438</b>	<b>14 572</b>
Charges et produits financiers	1 417	101
Charges et produits exceptionnels	400	580
Impôt sur les bénéfices	- 70	- 7
<b>Résultat net des entreprises intégrées</b>	<b>34 185</b>	<b>15 245</b>
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	-	-
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>34 185</b>	<b>15 245</b>
Intérêts minoritaires	- 142	- 187
<b>Résultat net (part de l'ensemble INRAE)</b>	<b>34 043</b>	<b>15 058</b>

## 1.3. Tableau de flux de trésorerie consolidé

En milliers d'euros	Clôture	Ouverture
Résultat net total des sociétés consolidées	34 185	15 245
Elimination des amortissements et provisions	58 622	50 973
Elimination de la variation des impôts différés	73	- 14
Elimination des plus ou moins values de cession	476	316
Elimination de la quote-part de résultat des mises en équivalence	-	-
Autres produits et charges sans incidence trésorerie		
<b>Total marge brute d'autofinancement</b>	<b>93 356</b>	<b>66 521</b>
Dividendes reçus des mises en équivalence	-	-
Variation des stocks liée à l'activité	- 1 052	261
Variation des créances clients liées à l'activité	- 22 530	- 47 990
Variation des dettes fournisseurs liées à l'activité	24 668	73 909
<b>Flux net généré par (affecté à) l'activité</b>	<b>94 442</b>	<b>92 701</b>
Acquisition d'immobilisations	- 96 343	- 74 879
Cession d'immobilisations	14 513	115
Incidence des variations de périmètre	1 560	28 861
Variation nette des placements court terme	-	-
<b>Flux net provenant des (affecté aux) investissements</b>	<b>- 80 270</b>	<b>- 45 903</b>
Dividendes versés par la société mère	0	-
Financement de l'actif par l'Etat	4 232	2 217
Financement de l'actif par les tiers	10 063	8 818
Subventions d'investissements reçues	1 897	14 434
Emissions d'emprunts	-	900
Remboursements d'emprunts	- 563	- 248
Cession (acq.) nette actions propres	-	-
Variation nette des concours bancaires	-	-
<b>Flux net provenant du (affecté au) financement</b>	<b>15 629</b>	<b>26 121</b>
Incidence variation taux de change et chgt principes comptables	-	-
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>29 801</b>	<b>72 919</b>
Trésorerie d'ouverture	250 357	177 438
Trésorerie de clôture	280 158	250 357

## 1.4. Tableau de variation des capitaux propres

	Financement de l'actif par l'Etat	Financement de l'actif par les tiers	Réserves	Résultat de l'exercice	Subventions d'investissement	Capitaux propres part de l'ensemble INRAE
<b>Ouverture Exercice : 2020.12</b>	<b>39 302</b>	<b>89 721</b>	<b>507 720</b>	<b>20 397</b>	<b>4 882</b>	<b>662 023</b>
Affectation du résultat de l'exercice N-1	-	-	20 397	- 20 397	-	-
Entrée périmètre CAMPUS AGRO	-	-	- 1 030	-	28 650	27 620
Financement de l'actif par l'Etat	- 3 942	-	-	-	-	- 3 942
Financement de l'actif par les tiers	-	- 1 278	-	-	-	- 1 278
Fusion IRSTEA	53 863	19 742	41 445	-	-	115 050
Subventions d'investissement	-	-	-	-	- 365	- 365
Part du groupe dans le résultat	-	-	-	15 059	-	15 059
Autres mouvements	-	-	- 15	-	-	- 15
<b>Ouverture Exercice : 2021.12</b>	<b>89 223</b>	<b>108 185</b>	<b>568 517</b>	<b>15 059</b>	<b>33 167</b>	<b>814 151</b>
Affectation du résultat de l'exercice N-1	-	-	15 059	- 15 059	-	-
Dividendes versés	-	-	-	-	-	-
Financement de l'actif par l'Etat	- 2 813	-	-	-	-	- 2 813
Financement de l'actif par les tiers	-	4 490	-	-	-	4 490
Incidence des changements de méthode comptable	-	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	-	-	-	-	1 596	1 596
Part du groupe dans le résultat	-	-	-	34 043	-	34 043
Reprise IAVFF par INRAE	-	-	1 400	-	-	1 400
Autres mouvements	-	-	468	-	-	468
<b>Clôture Exercice : 2021.12</b>	<b>86 410</b>	<b>112 676</b>	<b>585 444</b>	<b>34 043</b>	<b>34 763</b>	<b>853 335</b>

## 2. REFERENTIEL COMPTABLE, MODALITES DE CONSOLIDATION, METHODES ET REGLES D’EVALUATION

### 2.1. Faits majeurs

#### ⇒ Entrée dans le périmètre de consolidation

Aucune entrée dans le périmètre de consolidation n’est intervenue sur l’exercice.

#### ⇒ Sorties du périmètre de consolidation

Aucune société n’est sortie du périmètre de consolidation et aucune modification des intérêts de l’ensemble INRAE n’a eu lieu au cours de l’exercice.

#### ⇒ Autres

Pour INRAE :

- La gestion d’INRAE a été impactée par la crise sanitaire qui a perduré.
  - Le résultat budgétaire et le résultat comptable sont positifs : respectivement de 39,3 M€ et 32,2 M€.
  - L’impact humain : poursuite du télétravail généralisé et pérennisation d’un mode de travail et de communication à distance avec les équipes et les partenaires extérieurs, dont les commissaires aux comptes.
- La reprise de l’Institut agronomique, vétérinaire et forestier de France (IAVFF) par INRAE, suite à la dissolution de cet établissement au 31/12/20, a été effectuée au 1/01/21, conformément à l’article 46 de la loi de programmation de la recherche, précisant le transfert des biens, droits et obligations à INRAE à cette date.

Cette reprise ne comporte pas d’enjeu significatif au vu du poids d’INRAE par comparaison avec l’IAVFF.

Les opérations de reprise ont porté notamment sur les éléments suivants :

- Un résultat positif (compte 120) de 0,51 M€.
- Une affectation en réserves facultatives (compte 106 82) de 0,40 M€.
- Un report à nouveau (compte 110) de 0,49 M€.
- Des disponibilités (compte 515) de 1,56 M€.
- Le retour à une activité « normale » sur les mises en service d’immobilisations, (les deux années précédentes ayant été marquées par le rattrapage du retard généré par le déploiement de la version GBCP du système d’information financier en 2017), et une augmentation de la dotation aux amortissements (63,5 M€ en 2021 contre 62,6 M€ en 2020).

Exercice	Mises en service
2018	10 398 864,50
2019	31 257 877,98
2020	25 812 915,88
2021	17 182 221,55

- Le retour à une activité « normale » sur les sorties d'immobilisations en nombre et en montant, les deux exercices précédents ayant été marqués par le rattrapage du retard généré par le déploiement de la version GBCP du système d'information financier en 2017.

Exercice	Nbre Sorties validées	Mt Sorties validées
2018	1 947	7 148 569,59
2019	5 513	13 977 941,33
2020	6 777	22 182 591,96
2021	4 583	16 189 374,29

- L'ajustement du produit constaté d'avance comptabilisé en 2020 pour 3,2 M€ au titre des travaux de remise en état restant à réaliser sur les prochains exercices, suite à la transaction signée le 13/02/20 entre INRAE et les sociétés XL Insurance Company SE, SAS Thales Développement Coopération, SAS Tunzini Azur et SA SMA, en résolution du litige sur la construction défectueuse d'un dispositif de recherche sur le site Sophia Antipolis de Nice.
- Deux cessions immobilières significatives pour un montant total de 2,06 M€.
- En ce qui concerne la vente effectuée par INRAE à Nexity le 30/08/19, la dernière échéance de 1,9 M€ a été réglée le 11/05/21 et la dation en paiement de 6 maisons prévue au 30/06/21 a été effectuée pour le solde de 1,2 M€, conformément à l'acte de vente.
- La sortie de l'actif des parts détenues dans la SAS Génoplante Valor, dissoute par AG du 30/06/20, pour 0,5 M€, suite à la clôture des opérations de liquidation le 28/02/21. INRAE a été remboursé partiellement de son apport initial à hauteur de 0,4 M€.
- L'abondement de la provision au titre des comptes épargne temps pour 5,7 M€.
- La charge à payer concernant les congés reportés pour 12,6 M€.
- La dotation en fonds propres de l'Etat d'un montant de 4,6 M€, au titre du plan de relance pour la rénovation énergétique, sur les 12,8 M€ à percevoir sur plusieurs années.
- La décision de la Direction des achats de l'Etat (DAE) de résilier, avec effet immédiat, l'ensemble des marchés de fourniture d'électricité attribués à la société Hydroption, comme suite à sa mise en redressement judiciaire le 21/10/21 par le tribunal de commerce de Toulon, et à la conversion de cette procédure en liquidation judiciaire le 2/12/21.

Conformément aux directives données par le bureau 2FCE-2B de la DGFIP, les créances représentées par les avances versées et le préjudice subi par INRAE ont fait l'objet de déclarations de créances auprès du liquidateur, ont été comptabilisées en créances douteuses, et ont donné lieu à la constatation d'une provision pour dépréciation des comptes clients d'un montant de 3,5 M€.

En ce qui concerne la SAS Campus Agro, dont INRAE détient 30 % du capital, et qui est chargée de la construction de bâtiments sur le plateau de Saclay, destinés à accueillir un campus commun AgroParisTech – Inrae qui sera livré au premier semestre 2022 :

- Le remboursement de l'avance de 20 M€ (compte 267) versée par INRAE en 3 fois, en 2018 (8M€), 2019 (8M€) et 2020 (4M€) et des intérêts de 1,46 M€, a été effectué.
- La SAS Campus Agro est intégrée dans le périmètre de consolidation des comptes de l'ensemble INRAE depuis l'exercice 2020.

Pour la SA Agri Obtentions, l'avance de trésorerie faite par INRAE à AGRICULTURE OBTENTIONS en 2018 a été intégralement remboursée, dont 500 000 € remboursés en 2020 et 200 000€ en 2021, comme convenu dans le cadre du plan d'apurement 2020-2021.

Pour la SAS INRAE TRANSFERT, la convention INRAE - INRAE TRANSFERT se terminait au 31/12/20 et a été prolongée d'un an par avenant du 21/03/21 jusqu'au 31/12/21.

Pour la SAS Château Couhins :

- Une avance de 500 K€ a été versée par INRAE au profit de sa filiale la SAS Château Couhins à rembourser sur 8 ans conformément à la convention d'avance du 26/03/21.
- La SAS Château Couhins a converti en agriculture biologique 27.89 ha de vignes (2ème année de conversion).
- Les suites de la crise sanitaire du COVID-19 et le départ du responsable commercial à l'été 2021 ont perturbé l'organisation de la SAS et les ventes n'ont pas retrouvé leur montant antérieur à la crise.

Pour la SAS CAMPUS AGRO :

La société a conclu en février 2021 un accord avec le mandataire solidaire du groupement titulaire du marché sur la révision de la date de fin de travaux et la fixation du surcoût lié aux impacts financiers de la crise sanitaire sur la réalisation de l'opération, ainsi qu'aux évolutions techniques et architecturales. Cet accord n'impacte pas le résultat mais majore le coût de la construction, sans remettre en cause l'équilibre financier de la société.

Le 15 octobre 2021, la société Eiffage a assigné CASAS devant le Tribunal de commerce d'Evry pour irrégularité dans sa décision de rejeter l'offre du Groupement dont Eiffage était mandataire. La société Eiffage considère qu'elle avait une « chance réelle et sérieuse » de se voir déclarer attributaire du marché et que son éviction au stade de la remise des offres finales a généré au groupement un préjudice évalué à 36M€. Au regard de la procédure menée par CASAS et de l'appréciation de nos conseils en la matière, il nous apparaît que les demandes de la société Eiffage ne sont pas fondées ainsi aucune provision n'a été constituée dans les comptes au 31 décembre 2021. Par définition, le dénouement de ce litige est incertain, mais la société utilisera toutes voix de recours à sa disposition en cas de jugement défavorable bien qu'il ne soit pas envisagé. Ce litige n'est pas de nature à remettre en cause de la continuité d'exploitation.

## 2.2. Référentiel comptable

En application de l'Instruction N°08-017-M9 du 3 avril 2008 sur les comptes consolidés dans les établissements publics nationaux, INRAE a établi des comptes consolidés couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2021.

Les comptes consolidés de l'ensemble INRAE sont établis conformément aux règles et principes comptables en vigueur en France. Les nouvelles dispositions du règlement ANC 2020-01 sont appliquées.

Les comptes consolidés respectent les principes comptables définis ci-dessous.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- ✓ Continuité de l'exploitation,
- ✓ Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre,
- ✓ Indépendance des exercices.

Aucune dérogation aux principes et prescriptions comptables n'est intervenue au cours de l'exercice.

### 2.3. Contexte de consolidation

L'article L 233-16 du code de commerce, issu de la loi sur la sécurité financière du 1er août 2003, applicable à compter du 1er janvier 2006, fait l'obligation aux établissements publics de l'Etat «... dès lors qu'ils contrôlent une ou plusieurs personnes morales ou qu'ils exercent une influence notable, de tenir et de publier des comptes consolidés ainsi qu'un rapport sur la gestion de l'ensemble ». Toutefois, cette obligation ne s'impose pas lorsque l'ensemble (l'établissement et les filiales) ne dépasse pas pendant deux exercices successifs deux des trois critères suivants, un nombre moyen de salariés permanents de 250, un chiffre d'affaires H.T de 48 M€ et un total de bilan de 24 M€.

INRAE exerce indéniablement un contrôle sur plusieurs entités, dont ses trois filiales et le GIP GEVES, et la SAS Campus Agro, et les seuils prévus sont atteints pour les trois critères, du seul fait de l'établissement entité « mère ».

Ces dispositions sont dès lors applicables à l'établissement.

### 2.4. Activités de l'ensemble

INRAE est le premier institut de recherche en Europe et le deuxième mondial en sciences agronomiques. Ses 10 000 chercheurs, ingénieurs et techniciens, mènent des recherches dans les domaines de l'alimentation, de l'agriculture et de l'environnement. Leurs missions sont multiples : explorer de nouveaux fronts de science, accompagner le transfert et l'innovation, être en appui aux politiques publiques et à la formation par la recherche, mais aussi développer les sciences en société et œuvrer pour l'internationalisation de la recherche.

Depuis plus de 70 ans, l'INRAE produit des connaissances et des innovations au service de l'intérêt général. Sa stratégie cible aujourd'hui des défis d'avenir majeurs : la sécurité alimentaire mondiale et la lutte contre le changement climatique, la multi-performance (économique, environnementale, sanitaire et sociale) des agricultures, une alimentation saine et durable, le développement des usages des bio-ressources. Pour atteindre ses objectifs, l'institut s'appuie notamment sur une politique d'évolution de son organisation, de science ouverte grâce au numérique, de renforcement et d'élargissement des partenariats académiques et de l'innovation dans les territoires.

**Agri Obtentions** est une société dont le cœur de métier est l'innovation variétale autour de laquelle sont définies des stratégies de développement telles que l'intégration aval des productions végétales dans les filières, l'émergence de nouvelles filières, la promotion des nouveaux itinéraires techniques pour des variétés adaptées à des nouveaux systèmes de cultures répondant aux exigences d'une agriculture durable.

Trois métiers sont développés par la société en étroite synergie :

- la recherche et le développement (R&D) portant sur l'élaboration et la mise en œuvre de programmes de sélection de variétés innovantes tournées vers les besoins des marchés et de leurs évolutions ;
- la valorisation économique d'un portefeuille de variétés végétales composé principalement de variétés sélectionnées par l'Inra en partenariat avec Agri Obtentions et des obtenteurs privés ;
- la multiplication, la fabrication et la vente de semences et plants nécessaires aux besoins de ses clients, qui sont des fonctions vitales d'accompagnement des deux précédents métiers.

Ces missions renouvelées prennent en compte à la fois les orientations d'INRAE, les évolutions de l'agriculture française et européenne ainsi que celles des filières agro industrielles, qui intègrent de plus en plus dans leurs stratégies les exigences nouvelles des citoyens et des consommateurs en matière de qualité, de sécurité des aliments et de protection de l'environnement.

Le **GEVES** est un groupement d'intérêt public, organisme officiel unique en France assurant l'expertise sur les nouvelles variétés végétales et l'analyse de la qualité des semences. Il est constitué par INRAE, le Ministère en charge de l'Agriculture et le Groupement national interprofessionnel des semences (GNIS).

Le GEVES a pour mission officielle de mener les études nécessaires à :



- L'inscription des variétés végétales nouvelles au catalogue officiel (ou homologation)
- La protection juridique du droit des obtenteurs
- La certification des semences avant leur commercialisation, dans le cas des espèces soumises à une certification réglementaire

Pour accomplir ses missions, le GEVES conduit des activités de :

- Description des variétés et évaluation du progrès génétique
- Appréciation de la qualité des semences
- Recherche méthodologique
- Gestion de ressources génétiques
- Formations
- Coopération internationale
- Animation du réseau national des laboratoires semenciers
- Organisation d'essais de comparaison inter-laboratoires

De plus, le GEVES offre des prestations dans ses domaines de compétences.

**INRAE Transfert** est une société d'ingénierie de projets et de transferts technologiques pour l'innovation en alimentation, en agriculture, et en environnement.

Dans son rôle de lien entre la recherche et la société, INRAE Transfert accomplit 5 grandes missions :

- Transférer les résultats de la recherche aux entreprises en valorisant et gérant le portefeuille de technologies d'INRAE via des accords d'exploitation avec des industriels,
- Promouvoir la création d'entreprises innovantes en accompagnant leur développement,
- Accompagner le montage, la négociation et la gestion de projets de recherche collaborative européens ou nationaux grâce à son expertise en ingénierie de projets de management,
- Monter, animer et gérer de grands programmes de recherche et développement,
- Mettre à disposition des ressources auprès du secteur des écotechnologies en créant une interface perméable entre les laboratoires de recherche publics et le monde économique.

**Château Couhins** est une société par actions simplifiée, créée le 1/04/18, dont INRAE est l'associé unique avec des apports en nature (stocks, matériels) d'un montant de 3,1 M€, soit 100 % du capital.

La filiale a pour missions :

- de produire et de distribuer des vins de qualité dans l'environnement emblématique des crus classés de Graves et de l'AOC Pessac-Léognan.
- de contribuer à l'innovation viticole et vinicole.
- d'assurer une activité de démonstrateur viti-vinicole des travaux de recherche d'INRAE et de servir de « vitrine » dans les relations avec les professionnels, les clients et le grand public.

Elle est située sur le domaine de Château Couhins, et opère dans une situation économique concurrentielle, sur la base d'un cahier des charges établi avec INRAE pour une viticulture durable, économe en pesticides et basée sur les principes de l'agro-écologie.

Dans l'exercice de ses missions, elle peut intervenir en France ou à l'étranger sur toutes les activités agricoles, industrielles, commerciales, foncières, de démonstration et toutes les opérations contribuant à la réalisation de son objet social.

**CAMPUS AGRO** est une société par actions simplifiée, créée en 2014, et détenue par Agro Paris Tech (51 %), INRAE (30 %) et la Caisse des Dépôts et Consignations (19%), qui exercent un contrôle conjoint sur cette entité.

Elle a pour objet de faire construire les actifs immobiliers devant être utilisés par Agro Paris Tech et INRAE dans le cadre de l'opération d'intérêt national d'aménagement du plateau de Saclay (création d'un campus d'enseignement supérieur et de collaboration scientifique et académique).

Elle est responsable de la maîtrise d'ouvrage du projet, tant dans la phase de conception et de réalisation que dans la période d'exploitation courante du nouveau campus (entretien et mise à disposition des locaux moyennant un loyer à régler par INRAE et Agro Paris Tech) pour une durée totale de 30 ans.

L'installation est prévue courant 2022 afin de permettre la rentrée universitaire en septembre 2022.

## 2.5. Modalités de consolidation

### 2.5.1. Méthodes de consolidation

INRAE exerce un contrôle exclusif sur toutes les entités intégrées dans le périmètre de consolidation à l'exception de CAMPUS AGRO dont le contrôle est conjoint.

Le contrôle exclusif est présumé lorsque l'ensemble détient directement ou indirectement un pourcentage de contrôle supérieur à 50%, sauf s'il est clairement démontré que cette détention ne permet pas le contrôle.

Le contrôle exclusif existe également lorsque l'ensemble détient la moitié ou moins des droits de vote d'une entité, mais qu'il dispose du pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entité, de nommer ou de révoquer la majorité des membres du Conseil d'Administration ou de l'organe de décision équivalent.

Les sociétés dans lesquelles l'ensemble détient une participation directe ou indirecte de 50 % au plus du capital, mais dont le contrôle est conjoint et non exclusif, sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Toutes les entités détenues par INRAE sont donc consolidées selon la méthode de l'intégration globale à l'exception de la société CAMPUS AGRO. L'intégration globale consiste :

- à intégrer dans les comptes d'INRAE les éléments des comptes des entités consolidées (après retraitements éventuels).
- et à présenter distinctement au passif du bilan, sur la ligne « intérêts minoritaires », la part des tiers dans les capitaux propres des filiales en dehors des capitaux propres revenant à l'ensemble INRAE.

L'intégration proportionnelle consiste :

- à intégrer dans les comptes d'INRAE les éléments des comptes des entités consolidés selon le pourcentage de détention (après retraitements éventuels).

### 2.5.2. Dates de clôture des exercices des entités consolidées

Les comptes annuels consolidés sont arrêtés à la date du 31 décembre 2021.

Toutes les entités entrant dans le périmètre de consolidation clôturent leurs comptes à cette même date.

### 2.5.3. Informations permettant la comparabilité des comptes

Aucun mouvement de périmètre ne perturbe la comparabilité des comptes consolidés.

### 2.5.4. Retraitement des entités étrangères hors zone euro

Néant.

## 2.6. Méthodes et règles d'évaluation

Les principes et méthodes d'évaluation appliqués par l'ensemble INRAE sont détaillés dans les paragraphes suivants.

### 2.6.1 Changement de méthodes comptables

Aucun changement de méthode de consolidation n'est intervenu au cours de l'exercice.

### 2.6.2 Retraitements de consolidation

#### - Les retraitements d'homogénéisation

Les comptes individuels des entités intégrées dans le périmètre de consolidation font l'objet de retraitements d'homogénéité afin de respecter les mêmes règles et méthodes comptables au sein de l'ensemble INRAE.

#### - Les retraitements de consolidation

Toutes les transactions, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les entités consolidées par intégration globale sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes à l'ensemble (dividendes, plus-values, etc.).

### 2.6.3 Modalités de traitement des écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition des titres des entités consolidées et la part de l'ensemble INRAE dans leur actif net évaluée à la juste valeur à la date d'acquisition.

Les écarts d'acquisition sont enregistrés selon qu'ils sont positifs ou négatifs aux postes « Ecart d'acquisition actif » ou « Ecart d'acquisition passif ».

Aucun écart d'acquisition n'est constaté dans les comptes consolidés d'INRAE.

### 2.6.4 Ecart d'évaluation

Lors de la première consolidation des filiales de l'ensemble INRAE sur l'exercice 2016, il a été procédé dans le délai d'affectation légal à l'évaluation de l'ensemble des actifs et passifs identifiables. Postérieurement à leur affectation, l'ensemble des écarts d'évaluation suit les règles comptables propres à leur nature.

Aucun écart d'évaluation n'est constaté.

### 2.6.5 Immobilisations incorporelles

#### - Autres concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires

Les titres de propriété intellectuelle concernent principalement INRAE et sont valorisés au bilan de l'établissement depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009.

- La méthode retenue pour la valorisation de ces actifs a été déterminée en conformité avec les règles comptables.

- Les brevets produits par l'établissement sont valorisés sur la base des seuls coûts de premier dépôt, ou coûts prioritaires, pour la quote-part de copropriété réelle d'INRAE, le cas échéant.

- Les brevets acquis sont inscrits pour leur valeur d'achat, y compris les droits et taxes non récupérables.

- Les frais de renouvellement sont comptabilisés en charges.

- La durée d'amortissement retenue pour ces actifs a été fixée à 6 ans, à compter de la date de premier dépôt, ou de la date d'acquisition, compte tenu de la durée moyenne de vie constatée de ces actifs, entre 5 et 6 ans. Il a été retenu un mode d'amortissement linéaire.

Compte tenu de la non-rétroactivité des méthodes, seuls les nouveaux brevets déposés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009 sont valorisés au bilan. Ainsi, la valeur inscrite dans la rubrique « Autres concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires » ne reflète pas la valeur brute historique du portefeuille de brevets.

Les certificats d'obtention végétale ne sont pas immobilisés, eu égard à leur faible coût de premier dépôt.

#### - Logiciels

Pour INRAE, les logiciels sont évalués à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production suivant la méthode simplifiée.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée prévue d'utilisation, qui correspond à la valeur d'usage.

### 2.6.6. Immobilisations corporelles

Pour INRAE, les immobilisations sont inscrites au bilan à leur coût historique d'acquisition, hors charges financières et frais d'administration.

Les acquisitions d'immobilisations sont comptabilisées le cas échéant provisoirement dans la rubrique « Immobilisations corporelles en cours » jusqu'à leur mise en service. Les « charges à payer » d'investissement sont imputées à ce compte lorsqu'elles se rapportent à des investissements non mis en service.

Les immobilisations sont amorties linéairement, à compter de la date de mise en service, sur les durées fixées par type d'immobilisation et correspondant à la durée de vie économique estimée des biens correspondants :

Nature des immobilisations	Durée d'amortissement (années)
Aménagements de terrains	20
Immeubles d'habitation ou commerciaux	20
Constructions légères	20
Installations complexes spécialisées	5
Mobilier de bureau	10
Matériel de bureau	10
Matériel scientifique	5
Matériel agricole	10
Matériel informatique et bureautique	3
Autres matériels	5
Voitures particulières ou autres matériels de transport	7
Bateaux	10
Logiciels informatiques	1
Production cinématographique	1
Concessions et droits similaires	5
Droit au bail	40
Brevets et savoir-faire	6
Progiciels S2I-Finances et S2I-RH	6

Les principes de la comptabilisation par composants, prévue par le règlement comptable sur les actifs de 2005 et repris par l'instruction comptable commune des organismes, ont été définis pour les constructions pour INRAE. La mise en œuvre nécessite une adaptation du système d'information.

Suivant le règlement comptable précité, des dépréciations sont à constater sur les biens dont la valeur vénale, évaluée dans l'exercice, apparaîtrait inférieure à la valeur nette comptable, suivant le principe du test de dépréciation. Cette technique n'a pas été mise en œuvre à ce jour à INRAE. Au regard de l'objet social de l'établissement, aucun indice de perte de valeur n'a été identifié.

### 2.6.7 Patrimoine foncier et immobilier

Pour l'INRA, le recensement du patrimoine foncier et immobilier a été finalisé en 2009, pour répondre aux exigences du chantier de « fiabilisation du Tableau général des propriétés de l'Etat » (près de 10000 ha, 150 implantations géographiques).

Le foncier est documenté en accord avec les données du cadastre. Le statut des biens (propriété, mise à disposition par l'Etat) est connu avec précision.

Le patrimoine foncier et immobilier est décrit en totalité dans le référentiel « SIMMOREF ».

Ces biens ont été évalués par les services de France Domaine, à la date du 30 avril 2011 :

- Bâtiments : 535,9 M€
- Terrains (terrains d'assiette et foncier non bâti) : 293,6 M€.

Cette évaluation est d'un montant supérieur à la valeur nette comptable de ces immobilisations figurant à l'actif du bilan.

Pour le patrimoine immobilier issu d'IRSTEA, et intégré à INRAE au 1/01/20, une évaluation a été réalisée par France Domaine en 2011 pour un montant de 67,3 M€ en valeur brute, étant précisé que les rapports d'évaluation ne précisaient pas les hypothèses ni les méthodes utilisées pour les valeurs ainsi comptabilisées.

### 2.6.8 Patrimoine mobilier

Pour INRAE, s'agissant du parc automobile, le rapprochement de l'inventaire physique et de l'inventaire comptable, donne lieu à une revue annuelle afin de maintenir la fiabilisation atteinte en 2011.

Pour les matériels, les conditions d'inventorisation et de comptabilisation sont en cours de réexamen, de manière à fiabiliser une méthode d'inventaire pérenne pour les biens d'une valeur supérieure à un seuil à fixer, et donc moins importants en nombre.

### 2.6.9 Participations, autres titres immobilisés non consolidés

Il s'agit de dépôts et cautionnements versés, de prêts au personnel, de participations non consolidées. Les titres immobilisés sont, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice. Lorsque les titres ont été financés en partie par avance de l'Etat, ce dernier prend en charge la part de provision correspondant à la quote-part de titres acquis par le biais de cette avance.

### 2.6.10 Stocks

Les stocks sont traités suivant la méthode de l'inventaire intermittent.

Les principes d'évaluation sont fixés comme suit :

Nature de stock	Valorisation	Principe d'évaluation
<b>Matières premières et fournitures consommables</b>		
Carburants et lubrifiants	Prix d'achat	Premier entré premier sorti
Combustibles	Prix d'achat	Premier entré premier sorti
Produits d'entretien	Prix d'achat	Premier entré premier sorti
Fournitures d'atelier	Prix d'achat	Premier entré premier sorti
Fournitures de magasin	Prix d'achat	Premier entré premier sorti
Fournitures de bureau	Prix d'achat	Premier entré premier sorti
Fournitures consommables	Prix d'achat	Premier entré premier sorti
Emballages	Prix d'achat	Premier entré premier sorti
Cheptel vif	Prix de marché	Stock final
<b>Produits récoltés</b>		
Produits intermédiaires	Prix de marché ou prix de vente	Stock final
Produits finis	Prix de marché ou prix de vente	Stock final
Produits résiduels	Prix de marché ou prix de vente	Stock final
<b>Produits finis et intermédiaires</b>		
Produits finis	Prix d'achat culture majoré de 20 % correspondant à la valeur ajoutée de l'obteneur	
Produits en cours	Prix d'achat d'une culture	
Déchets	Prix d'achat d'une culture	

### 2.6.11 Créances et dettes

Pour INRAE, les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur historique.

Les opérations en devises sont converties au taux de change de chancellerie. Les créances et dettes en monnaies étrangères sont converties et comptabilisées en euros sur la base des cours du change, au taux de chancellerie à la clôture de l'exercice.

Les pertes et gains latents constatés par rapport aux montants précédemment comptabilisés sont inscrits au bilan en écarts de conversion.

Le cas échéant, les pertes de change latentes donnent lieu à la constitution d'une provision pour risque.

#### Dépréciations

Les moins-values probables estimées sur les éléments d'actif sont comptabilisées par dépréciation de la valeur de l'actif sous-jacent.

INRAE n'a pas mis en place une méthodologie d'identification des pertes de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles (tests de dépréciation) au regard de l'objet de l'établissement.

Les immobilisations financières sont évaluées en fin d'exercice sur la base de la quote-part des capitaux propres de la filiale éventuellement corrigés pour tenir compte des perspectives. Elles donnent lieu à dépréciation, si leur valeur à cette date s'avère inférieure à la valeur comptable portée au bilan.

Les créances dont le recouvrement paraît compromis sont inscrites en compte 416 « Créances contentieuses ». Il s'agit notamment de créances sur des entreprises en redressement ou liquidation judiciaire. Elles sont dépréciées suivant les perspectives de recouvrement estimées en fonction du type de contentieux en cours. Les dépréciations sont reprises en produits l'année de la constatation de la perte (créances admises en non-valeur).

### 2.6.12 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement et créances assimilées (hors INRAE) sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsque leur valeur d'acquisition est supérieure à leur valeur de marché.

La valeur de marché est déterminée pour les titres cotés par référence au dernier cours de bourse publié et pour les titres non cotés par référence à la valeur liquidative publiée ou à la valeur de réalisation estimée.

### 2.6.13 Disponibilités

Pour INRAE, les disponibilités incluent les avoirs ou espèces détenus sur les comptes de dépôt ouverts au Trésor public.

### 2.6.14 Capitaux propres

Pour INRAE, depuis 2006, sont uniquement comptabilisés en financements externes de l'actif les financements spécialement désignés comme « subventions d'équipement », conformément aux instructions comptables.

Les subventions reçues antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2011 ne sont pas suivies individuellement en tant que financement spécifique de biens déterminés. Elles sont amorties linéairement globalement sur 10 ans.

Les subventions d'investissement reçues à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 sont amorties au même rythme que les immobilisations qu'elles financent.

### 2.6.15 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement ayant financé des immobilisations sont enregistrées aux capitaux propres.

Chaque année, une quote-part de ces subventions est virée au compte de résultat et enregistrée dans les Produits.

La reprise de ces subventions d'investissement s'effectue sur la même durée et au même rythme que les amortissements des immobilisations acquises ou créées au moyen de ces subventions.

### 2.6.16 Engagements de retraite et prestations assimilées

Seules les entités INRAE Transfert et Agri Obtentions sont concernées. Ces entités ne comptabilisent pas, dans leurs comptes annuels, le montant de leurs engagements en matière de départ en retraite et avantages assimilés. Un retraitement est opéré dans les comptes consolidés pour tenir compte de cet engagement.

Cet engagement est comptabilisé en provisions, note 4.9 selon les hypothèses suivantes :

	INRAE Transfert	Agri Obtentions
Age de la retraite	65 => 67 ans	65 => 67 ans
Type de départ	Taux plein	Taux plein
Taux de charges sociales (fonctionnaires mis à disposition)		
Taux de charges sociales (cadres)	52.66	60.15
Taux de charges sociales (employés, techniciens, AM)	47.11	53.99
Taux d'accroissement des salaires (fonctionnaires mis à disposition)		1.5 %
Taux d'accroissement des salaires (cadres)	1.5 %	1.5 %
Taux d'accroissement des salaires (employés, techniciens, AM)	1.5 %	1.5 %
Taux de rotation (fonctionnaires mis à disposition)		Faible
Taux de rotation (cadres)	Moyen	Faible
Taux de rotation (employés, techniciens, AM)	Moyen	Faible
Taux d'actualisation	0.96 %	0.96 %

### 2.6.17 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées conformément aux prescriptions comptables. Ainsi, une provision est constituée dès lors qu'il existe une obligation à l'égard d'un tiers à la date de clôture, qui peut être légale, contractuelle ou implicite. Cette obligation doit faire l'objet d'une sortie probable de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue après la date de clôture. Cette sortie de ressources doit pouvoir être estimée avec une fiabilité suffisante pour pouvoir constituer une provision.

L'évaluation des provisions est mise à jour à la clôture de l'exercice.

### 2.6.18 Emprunts bancaires

La ventilation des emprunts entre taux fixes et taux variables (hors INRAE) est précisée au paragraphe 4.8.

### 2.6.19 Régime fiscal

INRAE n'est pas soumis à l'impôt sur les sociétés au titre de ses activités propres : l'établissement bénéficie en effet de l'exonération prévue par l'article 207, 1, 9° du Code général des impôts (CGI) pour les établissements publics de recherche et les établissements publics d'enseignement supérieur. Il est cependant redevable de cet impôt au titre de la quote-part qui lui revient dans les éventuels excédents déclarés par les groupements d'intérêt économique (GIE) et les groupements d'intérêt public (GIP) dont il est membre (régime de « translucidité fiscale » prévu par les articles 239 quater, I et 239 quater B du CGI).

Par ailleurs, INRAE n'est pas soumis à la contribution économique territoriale.

Ses activités entrent dans le champ d'application de la TVA. Il bénéficie d'une déduction intégrale de la TVA grevant ses dépenses (coefficient de déduction égal à 1).



Enfin, INRAE est soumis à la taxe sur les salaires, selon un rapport d'assujettissement égal à 93 % pour 2021 (contre 92% en 2020).

Le GIP GEVES n'est pas soumis à l'impôt sur les sociétés en raison de sa qualité.

Agri Obtentions, INRAE Transfert, Campus Agro et Château Couhins sont soumis à l'impôt sur les sociétés.

### 2.6.20 Distinction entre résultat exceptionnel et résultat courant

Le résultat courant est celui provenant des activités dans lesquelles l'ensemble est engagé dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités annexes qu'il assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités normales.

Le résultat exceptionnel résulte des événements ou opérations inhabituels distincts de l'activité et qui ne sont pas censés se reproduire de manière fréquente et régulière.

### 2.6.21 Opérations intra-ensemble

Les opérations réciproques réalisées entre les entités du périmètre sont neutralisées, tant au niveau du compte de résultat (charges et produits) que du bilan (créances et dettes).

### 3. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Unités	Ouverture - Méthode intégration	Taux de contrôle	Taux d'intérêt	Clôture - Méthode intégration	Taux de contrôle	Taux d'intérêt
AO SA AGRI OBTENTION	Globale	99,98	99,98	Globale	99,98	99,98
CAMPUSAGRO CAMPUS AGRO	Proportionnelle	30,00	30,00	Proportionnelle	30,00	30,00
COUHINS SAS CHÂTEAU COUHINS	Globale	100,00	100,00	Globale	100,00	100,00
GEVES GIP GEVES	Globale	60,00	60,00	Globale	60,00	60,00
INRAE INRAE	Globale	100,00	100,00	Globale	100,00	100,00
INRAET INRAE TRANSFERT	Globale	100,00	100,00	Globale	100,00	100,00

**Taux d'intérêt :** Le taux d'intérêt représente la fraction des droits aux bénéfices (ou quotes-parts de pertes), se matérialisant en général par la répartition du dividende, et le cas échéant, des boni (mali) de liquidation de l'entité. Il reflète le droit « financier » ou « pécuniaire » de l'ensemble INRAE dans ses filiales et participations.

**Taux de contrôle :** Le taux de contrôle représente la fraction des droits de vote en assemblée d'actionnaires que détient l'entité consolidante. Il reflète donc le poids « politique » de l'ensemble INRAE dans ses filiales et participations.

#### Evolution du périmètre de consolidation :

Suite à la revue des participations INRAE et aux échanges avec les CAC, le périmètre de consolidation 2021 n'est pas impacté par la reprise des participations IRSTEA, de même qu'en 2020.

⇒ Cas des entités ad hoc

Néant.

### 4. DETAIL DES COMPTES DU BILAN

#### 4.1. ECART D'ACQUISITION

Néant.

## 4.2. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

En milliers d'euros	Ouverture	Aquisitions	Cessions	Dotations de l'exercice	Variations de périmètre	Reclassements et mises au rebut	Clôture
Concessions, brevets & droits similaires	69 822	1 586	- 856		-	1 749	72 301
Logiciels	297	13	-		-	-	310
Droit au bail	568	-	-		-	-	568
Immobilisations incorporelles en cours	1 906	1 117	-		-	- 1 757	1 266
Avances et acomptes s/immo. incorp.	428	247	- 42		-	8	641
Autres immobilisations incorporelles	16	-	-		-	-	16
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>73 037</b>	<b>2 963</b>	<b>- 898</b>		-	-	<b>75 102</b>
Amt/Dép. conc, brevets & dts similaires	- 61 752	-	831	- 4 548	-	-	- 65 469
Amt/Dép. logiciels	- 293	-	27	- 13	-	-	- 279
Amt/Dép. droit au bail	- 381	-	-	- 14	-	-	- 395
Amt/Dép. autres immos incorp.	- 5	-	-	- 6	-	-	- 11
<b>Amt/dép. immo. incorporelles</b>	<b>- 62 431</b>	<b>-</b>	<b>858</b>	<b>- 4 581</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>- 66 154</b>
<b>Total Valeur Nette</b>	<b>10 606</b>	<b>2 963</b>	<b>- 40</b>	<b>- 4 581</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>8 948</b>

## 4.3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

En milliers d'euros	Ouverture	Aquisitions	Cessions	Dotations de l'exercice	Variations de périmètre	Reclassements et mises au rebut	Clôture
Terrains	51 312	310	- 73		-	-	51 549
Agencements sur terrains	9 707	17	-		-	-	9 724
Constructions	921 488	13 614	- 15		-	-	935 087
Installations tech, matériel & outillage	515 192	8 861	- 7 685		-	15 873	532 241
Matériel de bureau	360	-	-		-	-	360
Autres immobilisations corporelles	155 940	7 996	- 8 516		-	-	155 420
Immobilisations corporelles en cours	67 147	59 796	-		-	- 15 746	111 197
Avances et acomptes s/immo. corp.	1 988	405	- 10		-	- 127	2 256
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>1 723 134</b>	<b>90 999</b>	<b>- 16 299</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 797 834</b>
Amt/Dép. Agencements sur terrains	- 5 081	-	4	- 538	-	-	- 5 615
Amt/Dép. constructions	- 436 528	-	8	- 26 301	-	-	- 462 821
Amt/Dép. install tech, matériel & outil.	- 443 056	-	7 539	- 26 343	-	-	- 461 860
Amt/Dép. autres immobilisations corp.	- 126 886	-	8 724	- 8 856	-	-	- 127 019
<b>Amt/dép. immobilisations corporelles</b>	<b>- 1 011 551</b>	<b>-</b>	<b>16 275</b>	<b>- 62 038</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>- 1 057 314</b>
<b>Total Valeur Nette</b>	<b>711 583</b>	<b>90 999</b>	<b>- 24</b>	<b>- 62 038</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>740 519</b>

## 4.4. Immobilisations financières

En milliers d'euros	Ouverture	Aquisitions	Cessions	Dotations de l'exercice	Variations de périmètre	Reclassements et mises au rebut	Clôture
Titres de participation	6 222	9	- 488	-	-	-	5 743
Autres créances ratt à des participat. - non courant	14 760	-	- 14 045	-	-	-	715
Prêts, cautionnements et autres créances - non courants	258	182	- 86	-	-	-	354
Dépôts factor	136	-	-	-	-	-	136
<b>Immobilisations financières</b>	<b>21 376</b>	<b>191</b>	<b>- 14 619</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6 948</b>
Dépréciations des titres	- 2 362	-	-	- 188	-	-	- 2 550
<b>Dép. immobilisations financières</b>	<b>- 2 362</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>- 188</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>- 2 550</b>
<b>Total Valeur Nette</b>	<b>19 014</b>	<b>191</b>	<b>- 14 619</b>	<b>- 188</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4 398</b>

⇒ Titres mis en équivalence

Néant.

## ⇒ Entités non consolidées

La liste des entités non consolidées avec le nombre de parts ou d'actions détenues par l'INRAE au 31/12/21 et au 31/12/20 est communiquée ci-dessous :

Entités détenues	Entités détentrices	31/12/2021	31/12/2020
SAS Procéthol 2G	INRAE	6	6
SAS Génoplante Valor	INRAE	0	488
SAS IFMAS	INRAE	231	231
SAS Improve	INRAE	0	0
SAS Pivert	INRAE	500	500
Immobilière 3F SA d'HLM	INRAE	51	51
Diverses coopératives agricoles	INRAE	393	384
SAS Compagnie des Amandes	INRAE	11	11
SAS Enobraq	INRAE	186	186
SAS Exeliom Biosciences	INRAE	100	100
MAAT Pharma	INRAE	686	686
GIE Editions QUAE	INRAE	675	675
SAS Cemagreff Participations	INRAE	458	458
SAS Nutrithérage	INRAE	500	500
SATT AXLR	INRAE	29	29
SAS Clermont Auvergne Innovation	INRAE	22	22
ABA Enter	INRAE Transfert	275	275
Meiogenix	INRAE Transfert	158	158
Autres titres de participations	INRAE Transfert	2 013	2 013
Actions ENT	Agri Obtentions	40	40
Actions API-AGRO	GIP GEVES	50	50
Divers	GIP GEVES	34	34
<b>Valeur brute comptable</b>		<b>6 418</b>	<b>6 897</b>

## 4.5. Amortissements et provisions

En milliers d'euros	Clôture	Ouverture
Dotations aux amort./dép.immo.	- 66 604	- 65 728
Dotations aux amort. sur charges à répartir	-	-
Var. nette des dép. actif circulant	- 3 170	301
Var. nette des provisions	- 5 108	14 178
<b>Variations nettes des amort. et des dép.</b>	<b>- 74 882</b>	<b>- 51 250</b>

## 4.6. Stock

En milliers d'euros	Clôture			Ouverture		
	Brut	Provision	Net	Brut	Provision	Net
Liaison neutral. profits ig s/ stocks						
Stocks mp, fournitures et aut. appro.	7 365		7 365	2 621		2 621
Stocks - en-cours de production						
Stocks -pds finis et intermédiaires	5 595	- 760	4 835	5 363	- 954	4 409
Stocks de marchandises	3 008	- 57	2 951	7 103	- 34	7 069
<b>Total</b>	<b>15 968</b>	<b>- 817</b>	<b>15 151</b>	<b>15 087</b>	<b>- 988</b>	<b>14 099</b>

## 4.7. Ventilation des créances par échéance

En milliers d'euros	Clôture	Moins de 1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans et plus
Primes sur obligations - non courant						
Primes sur obligations - courant						
Dividendes à recevoir	-	-	-	-	-	-
Autres créances ratt à des participat. - non courant	715	-	-	-	-	715
Créances rattachées à des part. - courant	-	-	-	-	-	-
Intérêts courus sur créances et prêts	-	-	-	-	-	-
Prêts, cautionnements et autres créances - non courants	354	-	-	-	-	354
Prêts, cautionn. & aut. créances - courants	-	-	-	-	-	-
Dépôts factor	136	-	-	-	-	136
Actifs compensatoires (à lier aux passifs éventuels)	-	-	-	-	-	-
<b>Total Immobilisations financières</b>	<b>1 205</b>	-	-	-	-	<b>1 205</b>
Clients et comptes rattachés	31 307	31 307	-	-	-	-
Factures à établir	-	-	-	-	-	-
<b>Total Clients et comptes rattachés</b>	<b>31 307</b>	<b>31 307</b>	-	-	-	-
Fournisseurs débiteurs (RRR et autres avoirs)	-	-	-	-	-	-
Fournisseurs - Avances et acomptes versés	1 262	1 262	-	-	-	-
Clients Factor	-	-	-	-	-	-
Créances sur personnel & org. sociaux	145	145	-	-	-	-
Créances fiscales - hors IS - courant	21 193	21 193	-	-	-	-
Créances clients publics	227 329	227 329	-	-	-	-
Etat, Impôt sur les bénéfices - créances - courant	5 503	5 503	-	-	-	-
Autres créances - courant	34	34	-	-	-	-
Autres créances - non courant	35 710	35 710	-	-	-	-
Instruments dérivés actifs - courant	-	-	-	-	-	-
Produits à recev. (Quote part rés. SNC)	1 344	1 344	-	-	-	-
Impôts différés - actif	114	114	-	-	-	-
Charges constatées d'avance	2 926	2 926	-	-	-	-
<b>Total Autres créances</b>	<b>295 559</b>	<b>295 559</b>	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>328 072</b>	<b>326 866</b>	-	-	-	<b>1 205</b>

Les créances restant dues à la clôture de l'exercice sont principalement réparties sur les postes suivants :

- Clients publics (Etat et collectivités) : 227 M€ qui concernent INRAE au titre des contrats de recherche.
- Clients privés : 31 M€ dont 20 M€ concernant INRAE.
- Autres débiteurs divers : 36 M€ qui concerne INRAE.
- Créances fiscales : 21 M€ dont 1.1 M€ pour Agri Obtention, 2.7 M€ pour GIP GEVES, 0.6 M€ pour INRAE Transfert, 7.1 M€ pour Campus Agro, 9.5 M€ pour INRAE dont 6.3 M€ correspond au crédit de TVA de INRAE dont le remboursement a été demandé auprès des services fiscaux.
- Créances d'impôt : 5.5 M€ dont 5.3 M€, qui correspond au crédit d'impôt recherche d'Agri Obtentions.



## 4.8. Ventilation des dettes par échéance

En milliers d'euros	Clôture	Moins de 1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans et plus
Emission titres part. & av. de l'Etat - part - courant	2 238	2 238	-	-	-	-
Emprunts auprès établis. de crédit - courant	144	37	37	37	33	-
Autres emprunts et dettes assimilées - non courant	54	-	-	-	-	54
Emprunt factor	-	-	-	-	-	-
Intérêts courus sur emprunts - non courant	-	-	-	-	-	-
Intérêts courus sur emprunts - courant	1	1	-	-	-	-
<b>Total dettes financières</b>	<b>2 437</b>	<b>2 276</b>	<b>37</b>	<b>37</b>	<b>33</b>	<b>54</b>
Dettes fournisseurs	9 018	9 018	-	-	-	-
Dettes s/ acquis. d'actifs - courant	3 418	3 418	-	-	-	-
Dettes s/ acquis. d'immo. - non courant	-	-	-	-	-	-
Factures non parvenues	20 738	20 738	-	-	-	-
Clients - Avances et acomptes reçus	255 604	255 604	-	-	-	-
Clients - Avoirs et RRR	174	174	-	-	-	-
<b>Total dettes financières</b>	<b>288 951</b>	<b>288 951</b>	-	-	-	-
Dettes sociales - courant	21 269	21 269	-	-	-	-
Dettes sociales - non courant	-	-	-	-	-	-
Dettes provisionnées Participation des salariés	-	-	-	-	-	-
Dettes fiscales (hors IS et CVAE)- courant	9 894	9 894	-	-	-	-
Dettes fiscales (hors IS) CVAE - courant	-	-	-	-	-	-
Dettes fiscales - non courant	-	-	-	-	-	-
Dettes liées à l'intégration fiscale	-	-	-	-	-	-
Etat - impôts sur les bénéfices - courant	-	-	-	-	-	-
Etat - impôts sur les bénéfices - non courant	-	-	-	-	-	-
Comptes courants groupe passifs - courant	13 500	13 500	-	-	-	-
Autres dettes - courant	70 122	70 122	-	-	-	-
Charges à payer (Quote part pertes SNC)	112	112	-	-	-	-
Impôts différés - passif	-	-	-	-	-	-
Produits constatés d'avance & aut. cptes de régul.	7 738	7 738	-	-	-	-
Concours bancaires (dettes)	-	-	-	-	-	-
Intérêts courus non échus - Trésorerie passive	-	-	-	-	-	-
<b>Total autres dettes</b>	<b>122 635</b>	<b>122 635</b>	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>414 023</b>	<b>413 862</b>	<b>37</b>	<b>37</b>	<b>33</b>	<b>54</b>

Les dettes concernent en majorité INRAE et se répartissent ainsi :

- Dettes envers le personnel pour 11.1 M€ : elles correspondent aux charges à payer de personnel : congés payés reportés (6.6 M€), rachat de jours de compte épargne temps (3.1 M€), et indemnités de sujétion au titre du 4<sup>ème</sup> trimestre (0.5 M€), primes CIA (0.2 M€), prime Indemnité Départ Volontaire (0.1M€).
- Dettes envers la sécurité sociale et autres organismes pour 5.1 M€ : elles sont principalement constituées des charges à payer au titre des congés payés reportés.
- Dettes envers l'Etat et les autres collectivités publiques pour 3.3 M€ : elles sont constituées de la TVA sur produits à recevoir (3.3 M€).

## 4.9. Provisions pour risques et charges

En milliers d'euros	Ouverture	Dotations de l'exercice	Reprise (prov. utilisée)	Reprise (prov. non utilisée)	Variations de périmètre	Clôture
Provisions pour litiges - non courant	2 959	210	- 866	-	-	2 303
Autres provisions pour risques - non courant	40	-	-	-	-	40
Provisions pour pertes sur contrats - courant		-	-	-	-	-
Prov pour passif éventuels - courant		-	-	-	-	-
<b>Provisions pour risques</b>	<b>2 999</b>	<b>210</b>	<b>- 866</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 343</b>
Provisions pour pensions et retraites - non courant	704	1	- 113	-	-	592
Provisions pour CET	76 136	5 716	- 3	-	-	81 849
Provisions pour médailles du travail - courant	-	-	-	-	-	-
Provisions pour remise en état	1 534	4	- 17	-	-	1 521
<b>Provisions pour charges</b>	<b>78 374</b>	<b>5 721</b>	<b>- 133</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>83 962</b>

Un recensement complet des situations nécessitant constitution d'une provision pour risque ou charge a été réalisé, comme à chaque clôture.

Les provisions comptabilisées sur l'exercice 2021 concernent principalement INRAE :

- **Provision pour Comptes épargne temps** : la provision relative aux CET est constituée de deux parts :
  - la première, correspondant à la valorisation des jours CET au titre des opérations sur soldes au 31 décembre 2007, a été diminuée de 2.7 K€, consécutivement aux paiements effectués en 2021.

- la seconde, correspondant à la valorisation des jours CET au 31 décembre 2021, a été augmentée de 5.7 M€ (solde net des paiements et des nouveaux droits acquis sur l'année 2021).

La provision CET est évaluée sur la base du stock de jours épargnés recensé dans le SI-RH, valorisé par grandes catégories de personnel et au coût moyen de remplacement constaté.

Les autres cas de provisionnement de charges de personnel prévus par la réglementation n'ont pas d'application à INRAE (provisions pour indemnités de départ en retraite, médailles du travail, rémunérations différées).

- **Litiges** : La provision constituée en 2020 pour 2,26M€ a été ajustée à la baisse et s'élève désormais à 2,21M€ au 31 décembre 2021 après recensement et réévaluation des litiges en cours :
  - Quatre dossiers relatifs aux personnels ;
  - Cinq dossiers contentieux.
- **Pertes sur contrats** : Risque néant à fin 2021.
- **Remises en état** : Deux des trois opérations de remises en état provisionnées au 31 décembre 2020 pour 1,5M€, ont été ajustées pour 0,13M€ fin 2021, sur la base de nouveaux devis.

## 4.10. Impôts différés

⇒ Variation des impôts différés

En milliers d'euros	Ouverture	Variation	Variations de périmètre	Autres	Clôture
Impôts différés - actif	186	- 73	-	-	114
Impôts différés - passif	0	- 0	-	-	0
<b>Solde net d'impôt différé</b>	<b>186</b>	<b>- 73</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>113</b>
<b>Ventilation de l'impôt différé par nature</b>					
ID / différences temporaires	-	-	-	-	-
ID / Annulation provisions réglementées	- 0	- 34	-	-	- 34
ID / Retraitement des engagements de retraite	186	- 39	-	-	147
ID/ Retrait. juste valeur instrum. financiers	-	-	-	-	-
<b>Solde net d'impôt différé par nature</b>	<b>186</b>	<b>- 73</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>113</b>

## 4.11. Emprunts et dettes financières

En milliers d'euros	Ouverture	Augmentation	Remb.	Variations des cours de change	Variations de périmètre	Autres	Clôture
Avances à long terme (Etat et collectivités publiques)	2 238	-	-	-	-	-	2 238
Emprunts auprès établis. de crédit - non courant	452	-	- 308	-	-	-	144
Autres emprunts et dettes assimilées - non courant	309	-	- 255	-	-	-	54
Intérêts courus sur emprunts - courant	1	-	-	-	-	-	1
<b>Dettes financières MLT</b>	<b>3 000</b>	<b>-</b>	<b>- 563</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 437</b>
Dont Crédit-Bail	-	-	-	-	-	-	-
Concours bancaires (trésorerie passive)	-	-	-	-	-	-	-
Concours bancaires (dettes)	-	-	-	-	-	-	-
Intérêts courus non échus - Trésorerie passive	-	-	-	-	-	-	-
<b>Dettes financières CT</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total emprunts et dettes financières</b>	<b>3 000</b>	<b>-</b>	<b>- 563</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 437</b>

#### 4.12. Trésorerie et équivalents de trésorerie

En milliers d'euros	Clôture	Ouverture
Valeur mobilières de placement	12 527	15 016
Disponibilités	267 631	235 341
<b>Valeurs mobilières de placement et disponibilités</b>	<b>280 158</b>	<b>250 357</b>
Dépréciations sur autres placements	0	0
<b>Valeurs mobilières de placement et disponibilités (nettes de dépréciation)</b>	<b>280 158</b>	<b>250 357</b>

#### Valeurs mobilières de placement

Les Valeurs Mobilières de Placement de l'ensemble INRAE ne concernent que l'entité GEVES.

Depuis l'entrée en vigueur de l'article 197 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique interdisant, sauf dérogation ministérielle, la rémunération des fonds déposés au Trésor, INRAE n'a plus la possibilité de placer sa trésorerie disponible en bons du Trésor négociables comme il était autorisé à le faire auparavant.

#### 4.13. Financement nets de l'actif

En milliers d'euros	31/12/2021	Variation	31/12/2020	31/12/2019 avec IRSTEA
<b>Financements nets de l'actif par l'état</b>	<b>86 410</b>	<b>-2 813</b>	<b>89 223</b>	<b>93 165</b>
Financements rattachés à des actifs déterminés	228 668	4 232	224 436	286 176
Reprise au résultat des financements par l'état d'actifs déterminés	-142 258	-7 045	-135 213	-193 011
<b>Financements nets de l'actif par des tiers autres que l'état</b>	<b>112 676</b>	<b>4 491</b>	<b>108 185</b>	<b>109 463</b>
Financements rattachés à des actifs déterminés	239 557	10 063	229 494	295 171
Reprise au résultat des financements par des tiers autres que l'état d'actifs déterminés	-126 881	-5 572	-121 309	-185 708
<b>Financements nets de l'actif</b>	<b>199 086</b>	<b>1 678</b>	<b>197 408</b>	<b>202 628</b>

Les **financements de l'actif par l'Etat, rattachés à des actifs déterminés** concernent principalement INRAE et comprennent :

- d'une part, à hauteur de 66.9 M€, la contrepartie de la valeur de biens inscrits à l'actif qui ont été mis à disposition de l'établissement (ancien régime juridique de la dotation). Ce montant correspond à des dotations reçues depuis la création de l'établissement en 1946, et avant 1976, selon les éléments disponibles en comptabilité, répartis sur les sites de Versailles, Jouy, Nancy, Avignon, Bordeaux, Montpellier et Clermont, ainsi que divers sites isolés. L'inventaire des biens fonciers en dotation a été réalisé en 2007, dans le cadre des travaux de fiabilisation du tableau général des propriétés de l'Etat. Cet inventaire situe la plupart de ces biens sur les implantations citées plus haut, corroborant ainsi les informations comptables. Il n'a toutefois pas encore été possible de valoriser individuellement les biens concernés.
- d'autre part, à hauteur de 158.9 M€, des financements en espèces par l'Etat d'immobilisations déterminées, notamment dans le cadre des investissements d'avenir.

Les **financements par des tiers autres que l'Etat, rattachés à des actifs déterminés** correspondent à des financements en espèces d'immobilisations déterminées, principalement octroyés par des collectivités locales (régions, départements...) et établissements publics (universités, autres établissements publics de recherche...).

## 5. DETAIL DU COMPTE DE RESULTAT

### 5.1. Chiffre d'affaires

En milliers d'euros	Clôture	Ouverture
Production vendue de biens	18 541	15 906
Production vendue de services	69 873	67 120
Ventes de marchandises	9 124	7 930
<b>Total Chiffre d'affaires</b>	<b>97 538</b>	<b>90 956</b>

Le chiffre d'affaires concerne principalement INRAE et est principalement composé des prestations de services, comprenant les prestations de services scientifiques ainsi que les activités d'analyse, des ventes de produits finis comprenant les ventes de récoltes, d'animaux ainsi que de semences, et des redevances de licences.

### 5.2. Détail des autres produits et charges d'exploitation

En milliers d'euros	Clôture	Ouverture
Autres produits	9 833	15 373
Production stockée	367	- 364
Subventions d'exploitation	956 678	911 017
Production immobilisée	58	19
Transferts de charges d'exploitation	249	212
<b>Total Autres produits d'exploitation</b>	<b>967 185</b>	<b>926 257</b>
Autres charges	1 425	- 2 227
Pertes de change sur dettes et créances commerciales - Non réalisées	-	-
<b>Total Autres charges d'exploitation</b>	<b>1 426</b>	<b>- 2 227</b>

#### Les subventions pour charges de service public (SCSP)

Conformément à la circulaire relative au cadre budgétaire et comptable des opérateurs de l'Etat et des établissements publics nationaux pour l'année 2021, ces subventions sont inscrites en totalité au compte de résultat.

Ces subventions sont constatées sur la base des arrêtés ministériels attributifs, indépendamment des versements et concernent principalement INRAE.

Les SCSP représentent le poste principal des produits d'exploitation : 811.8 M€, soit 84 % de ces produits. Ces subventions proviennent :

- du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche et de l'innovation (MESRI). En 2021, cette SCSP a été versée au titre du programme 172 « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » et au titre du programme 362 (plan de relance).
- du ministère de l'agriculture et de l'alimentation (MAA) au titre du programme 142 « Enseignement supérieur et recherches agricoles ».

Concernant la SCSP versée par le MESRI programme 172 « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » son montant s'élève à 781,4 M€ (769.4 M€ en 2020, montant cumulé INRA et IRSTEA). En 2021, INRAE a encaissé 4.6 M€ au titre du plan de relance (programme 362).

La SCSP venant du programme 142 « Enseignement supérieur et recherches agricoles » versée par le ministère chargé de l'alimentation, de l'agroalimentaire et de la forêt, pour le financement des missions complémentaires assurées sur sa demande par l'INRA atteint 25.45 M€ (25.1 M€ en 2020, montant cumulé INRA et IRSTEA).

### **Les autres subventions d'exploitation**

En hausse de 28.3 M€, elles représentent 141.7 M€ en 2021 contre 113.4 M€ en 2020 et concernent principalement INRAE.

La principale source de ces financements provient des contrats de recherche, ou d'autres opérations, telles celles prévues avec les régions dans le cadre des contrats de projet.

### **Comptabilisation des produits sur contrats de recherche**

Les contrats de recherche pluriannuels sont suivis selon la méthode de comptabilisation à l'avancement.

Toutefois, INRAE n'étant pas doté d'une comptabilité analytique, il ne peut déterminer de façon fiable, le résultat à terminaison de ces opérations : le principe de prudence conduit à constater les produits en regard de l'avancement de la recherche, estimée sur la base des charges comptabilisées ou à comptabiliser à la clôture de l'exercice.

Le montant des recettes constatées en cours d'année (justifié par le détail des dépenses transmis aux financeurs), est ajusté en fin d'année par constatation d'un produit à recevoir sur la base des dépenses complémentaires enregistrées en fin d'exercice, et non encore présentés au financeur.

Les contrats prévoyant des versements à échéanciers et montants fixes donnent lieu à constatation des recettes aux dates d'exigibilité.



## 5.3. Détail des achats consommés

En milliers d'euros	Clôture	Ouverture
Achat m.p., fournit. & aut. appro.	- 10 758	- 9 648
Var. stocks mp, fournit. & autres appro.	515	- 259
Variation stocks de marchandises	-	2
Achat d'études	- 3 484	- 3 666
Autres achats	-	-
Achats non stockés de matières et fournitures	- 50 650	- 44 580
Achats de marchandises	- 110	- 135
Sous-traitance générale	- 407	- 984
Redevances de crédit-bail	-	- 19
Locations et charges locatives	- 8 829	- 8 165
Entretiens et réparations	- 20 900	- 18 879
Primes d'assurance	- 570	- 645
Etudes et recherches	- 1 128	- 959
Divers	- 3 662	- 3 253
Personnel intérimaire	- 5 908	- 13 353
Personnel extérieur à l'entreprise	-	-
Rémun. d'intermédiaires & honoraires	- 3 475	- 3 422
Publicités	- 4 400	- 3 478
Transports	- 1 753	- 1 336
Déplacements, missions	- 9 170	- 7 848
Frais postaux	- 2 212	- 2 091
Services bancaires	- 50	- 65
Services bancaires et assimilés	-	-
Commissions d'engagement et frais sur émission d'emprunts	-	-
Autres charges externes	- 49 686	- 49 223
Managements Fees	-	-
<b>Achats consommés</b>	<b>- 176 637</b>	<b>- 172 005</b>

## 5.4. DÉTAIL DES CHARGES DE PERSONNEL

En milliers d'euros	Clôture	Ouverture
Rémunérations du personnel	- 426 678	- 422 017
Charges de sécurité soc. et de prévoy.	- 294 100	- 295 714
Autres charges de personnel (dont intéressement)	- 12 618	- 12 263
<b>Total Charges de personnel</b>	<b>- 733 397</b>	<b>- 729 994</b>

Ce poste est constitué à 96% des charges de personnels de INRAE qui concernent le personnel permanent, les contractuels, les stagiaires et la prime d'intéressement : 410 M€

A. Personnel (fonctionnaires Inrae et détachés, chercheurs contractuels, CDD sur emplois permanents ou saisonniers, ...) : 410 M€

- Détail des rémunérations :

Rémunérations personnel (M€)	2021	2020	2019 Avec IRSTEA	Variations	
Traitements	354,515	348,893	339,673	5,622	1,61%
Congés payés du personnel	-4,092	2,599	-2,038	-6,691	-257,45%
Primes et indemnités	56,063	51,647	56,440	4,416	8,55%
SFT	3,251	3,366	3,385	-0,115	-3,42%
Divers (Rv remplt, APE, Ind lic)	0,000	0,222	0,129	-0,222	-100,00%
<b>Personnel</b>	<b>409,737</b>	<b>406,727</b>	<b>397,589</b>	<b>3,010</b>	<b>0,74%</b>

Les rémunérations de personnel augmentent de 0,7%, soit 3,01 M€, mais si on isole l'impact des congés payés - 6,7 M€ cette augmentation est de + 9,7 M€.

- Répartition des effectifs :

En ETP	Effectifs de référence		
	2021		
	Plafond	hors plafond	Total général
<b>Total</b>	<b>11 020</b>	<b>1 918</b>	<b>12 938</b>

En ETPT	Plafond	hors plafond	Total général
Emplois de titulaires	10 911		10 911
Emplois de non titulaires		1 899	1 899
<b>Total</b>	<b>10 911</b>	<b>1 899</b>	<b>12 810</b>

En ETPT	Effectifs : exécution 2021		
	Plafond	hors plafond	Total général
Directeurs de recherche	942,2		942,2
Chargés de recherche	1 062,7		1 062,7
Ingénieurs de recherche	934,3		934,3
Ingénieurs d'études	1 200,5		1 200,5
Assistants ingénieurs	915,5		915,5
Techniciens de la recherche	2 498,5		2 498,5
Adjoints techniques de la recherche	514,9		514,9
Emplois de direction	4,0		4,0
Autres titulaires	129,9		129,9
<b>Total des ETPT des emplois de titulaires</b>	<b>8 202,3</b>	<b>-</b>	<b>8 202,3</b>
Attachés scientifiques contractuels	-		-
CDD sur emplois permanents	226,5		226,5
CDD dits "haut niveau"	67,1		67,1
Post-doctorants	-	55,0	55,0
Doctorants	2,3	550,1	552,4
Personnels saisonniers ou occasionnels	-	55,1	55,1
CDI à temps incomplet	3,1		3,1
Contrats aidés et apprentis	61,5		61,5
Personnels sur conventions de recherche		1 249,3	1 249,3
Boursiers Marie Curie		28,3	28,3
Médécins du travail	2,2		2,2
<b>Total des ETPT des emplois de non titulaires</b>	<b>362,6</b>	<b>1 937,8</b>	<b>2 300,4</b>
<b>Total général</b>	<b>8 564,9</b>	<b>1 937,8</b>	<b>10 502,7</b>

#### B. Stagiaires : 4.53 M€

Stagiaires M€	2020	2021	Variation 2020 / 2021	
Rémunération	3,80	4,53	0,73	19,3%

La rémunération de cette population a progressé de 19,3%.

#### C. Prime d'intéressement :

La prime d'intéressement est en diminution par rapport à 2020 (-19.9%).

#### - Charges sociales : 286 M€

Les charges sociales de l'INRAE représentent un coût de 286 M€ contre 289 M€ en 2020. Pour rappel, le taux de la contribution pension civile (employeur) qui représente les 2/3 des charges sociales, est resté identique depuis 2013.

## 5.5. Variation nette des amortissements et dépréciations

En milliers d'euros	Clôture	Ouverture
Rep. dép. des stocks MP et marchandises	1 351	1 555
Dot./Prov. engagements de retraite	-	- 87
Rep./Prov. engagements de retraite	113	-
Dot./Amt. & dép. immo. incorporelles	- 4 559	- 3 333
Dot./Amt. & dép. immo. corporelles	- 62 045	- 62 395
Dot./Amt. charges d'exploit. à répartir	-	-
Dot. aux prov. d'exploitation	- 5 931	- 4 673
Dot./dép des stocks MP et marchandises	- 817	- 988
Dot./dép. des stocks en-cours et produits finis	-	-
Dot./dép. des actifs circulants	- 3 766	- 362
Rep./dép. des stocks en-cours et produits finis	-	-
Rep./provisions d'exploitation	710	18 938
Rep./dép. des créances (actif circulant)	62	96
Rep./Amt. & dép. immo. corporelles	-	-
<b>Total Dotations et reprises amort. &amp; prov. d'exploitation</b>	<b>- 74 882</b>	<b>- 51 250</b>

## 5.6. Détail du résultat financier

En milliers d'euros	Clôture	Ouverture
Revenus des équivalents de trésorerie	-	-
Charges d'intérêts sur emprunt	- 5	- 1
Liaison élim. intercos résultat - fin.	-	-
Pertes de change sur autres dettes et créances - réalisées	-	- 31
Pertes de change sur autres dettes et créances - Non réalisées	-	-
Autres charges financières	-	-
Dot. aux prov. financières	- 512	- 156
Dot./dép des actifs financiers	-	- 4
Dividendes	1	14
Dividendes - Rubrique d'élimination	-	-
Revenus actifs financ. hors équiv. de trésorerie	-	-
Gains de change sur autres dettes et créances - réalisés	-	14
Gains de change sur autres dettes et créances - Non réalisés	-	-
Prod. nets/ cession VMP (hors équiv. de trésorerie)	-	-
Variation de juste valeur (produit)	-	-
Autres produits financiers	1 609	127
Produits de fusion		
Rep./ provisions financières		
Rep./dép. des actifs financiers	325	138
<b>Total Résultat financier</b>	<b>1 417</b>	<b>101</b>

## 5.7. Résultat exceptionnel

En milliers d'euros	Clôture	Ouverture
Subv. invest. virées au résult. de l'ex.	523	609
VNC des titres conso cédés	-	-
Produits de cession de titres (conso.)	-	-
Charges excep. s/ exercices antérieurs	-	-
VNC des immo. incorp. cédées	-	- 6
VNC des immo. corp. cédées	- 49	- 8
VNC d'autres éléments d'actif cédés	-	-
Autres charges exceptionnelles	- 333	- 16
Dotations aux provisions réglementées	-	-
Dot. aux prov. exceptionnelles	-	- 74
Dot. excep. dép. immo. (impairment)	-	-
Produits excep. s/ exercices antérieurs	-	16
Produits de cession d'immo. corp.	76	41
Autres produits exceptionnels	6	18
Autres reprises exceptionnelles	177	-
Rep. sur provisions réglementées	-	-
VNC des titres cédés	-	-
Produits de cession de titres	-	-
<b>Total Résultat exceptionnel</b>	<b>400</b>	<b>580</b>

## 5.8. Impôt sur les bénéfices

En milliers d'euros	Clôture	Ouverture
Impôts différés	- 73	14
Impôt exigible	3	- 21
Carry-back	-	-
<b>Total Impôts sur les bénéfices</b>	<b>- 70</b>	<b>- 7</b>

## 6. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Engagements donnés

- Convention de Mise à Disposition du Campus AgroParisTech au bénéfice d'AgroParisTech et indirectement de l'INRAE dans les conditions prévues par la convention signée en date du 26/09/2017 pour une durée de 30 ans
- Contrat de conception, réalisation, exploitation et maintenance du Campus AgroParisTech d'un montant total de 265 633 029 euros hors taxes pour 25,5 années d'exploitation maintenance, renouvellement et services
- Option d'achat de l'actif immobilier 10 ans après sa mise à disposition

Engagements reçus

- Convention d'Autorisation d'Occupation Temporaire (« AOT ») des Terrains du Campus AgroParisTech à titre gratuit pour une durée de 30 ans à compter du 26/09/2017
- Convention de versement de la dotation Campus signée le 2 octobre 2017 : le montant total des versements prévus est de 114.5 millions d'euros dont 44.5 millions en faveur de Campus Agro. Au 31 décembre 2021, la société a déjà perçu un montant cumulé de 14.9 millions.

## 7. AUTRES INFORMATIONS ANNEXES

### 7.1. Effectif moyen

	Clôture	Ouverture
Cadres	5 174	5 127
Agents de maîtrise et techniciens	2 499	2 465
Employés et ouvriers	930	1 055
Emplois de non titulaires	2 300	2 153
<b>Effectif</b>	<b>10 903</b>	<b>10 800</b>

### 7.2. La réconciliation des dettes et créances entre l'Etat et ses opérateurs

#### Avec l'Etat

Dans le cadre de ses travaux de certification, l'Etat fait recenser depuis fin 2006 les créances ou dettes avec ses opérateurs.

Cette opération a pour objectif d'assurer la cohérence des travaux d'inventaire effectués dans les comptes de l'Etat et dans ceux d'INRAE. Le périmètre du recensement, défini dans la feuille de route établie annuellement par la Direction Générale des Finances Publiques, porte sur les subventions pour charges de service public, les dépenses d'intervention directe et indirecte de l'Etat, les dotations en fonds propres et autres opérations diverses (rémunération et charges liées aux mises à disposition, cotisations et contributions liées aux personnels détachés...).

Cette opération n'a pas été effectuée pour l'exercice 2021.

#### Avec des tiers

La démarche de circularisation des créances et dettes réciproques avec les tiers a été initiée en 2011 en interne (démarche indépendante de celle réalisée par les commissaires aux comptes d'INRAE).

### 7.3. Passifs éventuels

Un passif éventuel est :

- soit une obligation potentielle de l'établissement à l'égard d'un tiers résultant d'évènements dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou plusieurs évènements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'établissement ;
- soit une obligation de l'établissement à l'égard d'un tiers dont il n'est pas probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Les passifs éventuels ne figurent pas au bilan.

A la clôture de l'exercice 2021, l'évènement suivant a été recensé comme passif éventuel pour INRAE :

- Un contentieux relatif au dépérissement de pieds de vignes (obligation potentielle).



#### 7.4. Evènements postérieurs à la clôture

La crise sanitaire liée au Covid-19 se poursuit postérieurement à la clôture du 31 décembre 2021, toutefois elle ne constitue pas un évènement conduisant l'entité à remettre en cause le caractère approprié de la convention de continuité d'exploitation pour l'établissement des comptes consolidés clos au 31/12/2021.

Les opérations militaires en Ukraine survenues le 24 février 2022 et les sanctions prises contre la Russie par de nombreux Etats peuvent avoir des incidences sur les approvisionnements (hausse des cours de matières premières et prix de l'énergie) mais ne constituent pas des évènements conduisant l'entité à remettre en cause le caractère approprié de la convention de continuité d'exploitation pour l'établissement des comptes consolidés clos au 31 décembre 2021.

En l'absence de visibilité sur l'évolution de l'évènement Covid-19 et sur le conflit en Ukraine, l'INRAE est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.

La réception de l'ouvrage porté par CAMPUS AGRO a été prononcée avec réserves le 13 avril 2022 et cette dernière constitue la date de début du quittancement des loyers par la société.

#### 7.5. Honoraires CAC

En milliers d'euros	Ouverture	Clôture	Honoraires facturés au titre du contrôle légal	Honoraires à des prestations mentionnées au §II de l'article L. 822-11.
<b>Honoraires des CAC</b>	289	289	289	-

Toutes les entités font certifier leurs comptes par des commissaires aux comptes, sauf le GIP GEVES.

#### 7.6. Informations concernant les dirigeants

Pour des raisons de confidentialité, la rémunération allouée aux dirigeants à raison de leurs fonctions dans les entreprises contrôlées ne sera pas communiquée dans cette annexe.

Aucun engagement en matière de pension et indemnités assimilées n'est attribué aux membres et anciens membres des organes d'administration, de direction et de surveillance.

Aucune avance ou crédit n'est accordé aux membres des organes susvisés par l'entreprise consolidante et par les entreprises placées sous son contrôle.

## 8. DES COMPTES INDIVIDUELS AUX COMPTES CONSOLIDES

### ⇒ Préambule

Les explications des colonnes « Intragroupes » et « Retraitements » des tableaux suivants sont détaillés ci-dessous :

**Intragroupes** : Cette colonne reprend l'annulation de tous les flux internes entre INRAE et les entités consolidées sur les différents postes bilanciers et du compte de résultat.

### **Retraitements** :

- **INRAE** : Les retraitements effectués concernent l'annulation des titres des entités présentes à l'actif immobilisé avec une contrepartie en moins des capitaux propres des entités concernées.
- **INRAE TRANSFERT** : Les retraitements effectués concernent le partage des capitaux propres, c'est-à-dire que les capitaux propres de la société sont diminués de la valeur des titres de participation présents à l'actif d'INRAE. Ils concernent également la comptabilisation de la provision d'indemnité pour départ à la retraite qui ne fait pas l'objet d'une comptabilisation dans les comptes sociaux en l'absence d'obligation légale.
- **GIP GEVES** : Les retraitements effectués concernent le partage des capitaux propres entre « part de l'ensemble » et « part minoritaire » au regard du pourcentage de détention de l'entité (à savoir 60 %). Ils concernent également l'annulation des provisions réglementées présent tant au bilan qu'au compte de résultat (dotation / reprise de l'exercice) de la société et le reclassement des subventions d'investissement.
- **AGRI OBTENTIONS** : Les retraitements effectués concernent le partage des capitaux propres, c'est-à-dire que les capitaux propres de la société sont diminués de la valeur des titres de participation présents à l'actif d'INRAE. Ils concernent également la comptabilisation de la provision d'indemnité pour départ à la retraite qui ne fait pas l'objet d'une comptabilisation dans les comptes sociaux en l'absence d'obligation légale. Le crédit d'impôt innovation et recherche comptabilisé en moins de l'impôt sur les sociétés est reclassé dans les produits d'exploitation en subvention d'exploitation.
- **CHATEAU COUHINS** : Les retraitements effectués concernent le partage des capitaux propres, c'est-à-dire que les capitaux propres de la société sont diminués de la valeur des titres de participation présents à l'actif d'INRAE.
- **CAMPUS AGRO** : Les retraitements effectués concernent la quote-part des flux financiers bilanciers et en résultat à hauteur du pourcentage de détention. Ils concernent également le reclassement des subventions d'investissement en capitaux propres.

## Bilan au 31 décembre 2021

En milliers d'euros	Comptes individuels INRAE	Comptes consolidés INRAE	Impact consolidation	INRAE Transfert	GEVES	AO	COUHINS	CAMPUS AGRO	Intragroupes	Retraitements
Immobilisations incorporelles	8 403	8 948	545	68	362	110	5	-	-	-
Immobilisations corporelles	643 023	740 519	97 496	208	29 731	4 715	687	62 155	-	-
Immobilisations financières	13 047	4 398	8 649	2 047	101	165	-	2	550	10 414
<b>Actif immobilisé</b>	<b>664 473</b>	<b>753 865</b>	<b>89 392</b>	<b>2 323</b>	<b>30 194</b>	<b>4 990</b>	<b>692</b>	<b>62 157</b>	<b>550</b>	<b>10 414</b>
Stocks et en-cours	8 751	15 151	6 400	-	473	2 938	2 989	-	-	-
Clients et comptes rattachés	15 270	26 200	10 930	4 572	18 132	7 897	175	-	19 846	-
Autres créances et comptes de régularisation	276 306	295 559	19 253	1 053	3 963	6 823	133	7 168	-	113
Valeurs mobilières de placement	-	12 527	12 527	-	8 027	4 500	-	-	-	-
Disponibilités	251 315	267 631	16 316	4 119	4 860	2 515	376	4 446	-	-
<b>Actif circulant</b>	<b>551 642</b>	<b>617 068</b>	<b>65 426</b>	<b>9 744</b>	<b>35 455</b>	<b>24 673</b>	<b>3 673</b>	<b>11 614</b>	<b>19 846</b>	<b>113</b>
<b>Total Actif</b>	<b>1 216 115</b>	<b>1 370 933</b>	<b>154 818</b>	<b>12 067</b>	<b>65 649</b>	<b>29 663</b>	<b>4 365</b>	<b>73 771</b>	<b>20 396</b>	<b>10 301</b>
Capital	-	-	-	1 920	-	4 579	3 109	9	-	9 617
Financements de l'actif par l'Etat	86 410	86 410	-	-	-	-	-	-	-	-
Financements des actifs par des tiers	112 676	112 676	-	-	-	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	-	34 763	34 763	-	7 026	-	-	30 547	-	2 810
Réserves consolidées	553 454	585 443	31 989	264	31 768	12 426	50	1 204	-	11 315
Résultat de l'exercice	32 253	34 043	1 790	259	263	2 154	5	188	-	175
Provision réglementées	-	-	-	-	4 107	135	-	-	-	4 242
<b>Capitaux propres de l'ensemble INRAE</b>	<b>784 793</b>	<b>853 335</b>	<b>68 542</b>	<b>1 925</b>	<b>43 164</b>	<b>19 294</b>	<b>3 154</b>	<b>29 164</b>	<b>-</b>	<b>28 159</b>
<b>Intérêts minoritaires</b>	<b>-</b>	<b>17 269</b>	<b>17 269</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>17 269</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>85 578</b>	<b>86 305</b>	<b>727</b>	<b>-</b>	<b>48</b>	<b>87</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>589</b>
Emprunts et dettes financières	615	2 437	1 822	1 677	-	-	145	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	23 876	29 756	5 880	4 739	12 788	7 089	214	896	19 846	-
Autres dettes et comptes de régularisation	321 253	381 831	60 578	3 726	9 649	3 193	852	43 708	550	-
<b>Total Dettes</b>	<b>345 744</b>	<b>414 024</b>	<b>68 280</b>	<b>10 142</b>	<b>22 437</b>	<b>10 282</b>	<b>1 211</b>	<b>44 604</b>	<b>20 396</b>	<b>-</b>
<b>Total Passif</b>	<b>1 216 115</b>	<b>1 370 933</b>	<b>154 818</b>	<b>12 067</b>	<b>65 649</b>	<b>29 663</b>	<b>4 365</b>	<b>73 771</b>	<b>20 396</b>	<b>10 301</b>

## Bilan au 31 décembre 2020

En milliers d'euros	Comptes individuels INRAE	Comptes consolidés INRAE	Impact consolidation	INRAE Transfert	GEVES	AO	COUHINS	CAMPUS AGRO	Intragroupes	Retraitements
Immobilisations incorporelles	10 324	10 606	282	37	151	83	11	-	-	-
Immobilisations corporelles	641 367	711 583	70 216	172	27 618	4 717	706	37 003	-	-
Immobilisations financières	33 337	19 014	- 14 323	2 037	100	165	-	2	- 6 204	- 10 423
<b>Actif immobilisé</b>	<b>685 028</b>	<b>741 203</b>	<b>56 175</b>	<b>2 246</b>	<b>27 869</b>	<b>4 965</b>	<b>717</b>	<b>37 005</b>	<b>- 6 204</b>	<b>- 10 423</b>
Stocks et en-cours	8 067	14 099	6 032	-	456	2 714	2 862	-	-	-
Clients et comptes rattachés	16 710	24 784	8 074	5 352	14 971	7 230	70	-	- 19 549	-
Autres créances et comptes de régularisation	246 550	274 516	27 966	1 313	3 821	6 375	177	16 433	- 339	186
Valeurs mobilières de placement	-	15 016	15 016	-	12 016	3 000	-	-	-	-
Disponibilités	202 183	235 341	33 158	3 810	3 793	3 488	431	21 636	-	-
<b>Actif circulant</b>	<b>473 510</b>	<b>563 756</b>	<b>90 246</b>	<b>10 475</b>	<b>35 057</b>	<b>22 807</b>	<b>3 540</b>	<b>38 069</b>	<b>- 19 888</b>	<b>186</b>
<b>Total Actif</b>	<b>1 158 538</b>	<b>1 304 959</b>	<b>146 421</b>	<b>12 721</b>	<b>62 926</b>	<b>27 772</b>	<b>4 257</b>	<b>75 074</b>	<b>- 26 092</b>	<b>- 10 237</b>
Capital	-	-	-	1 920	-	4 579	3 109	9	-	- 9 617
Financements de l'actif par l'Etat	89 223	89 223	-	-	-	-	-	-	-	-
Financements des actifs par des tiers	108 185	108 185	-	-	-	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	-	33 167	33 167	3	7 523	-	-	28 650	-	- 3 009
Réserves consolidées	538 381	568 518	30 137	474	31 567	10 746	9	- 1 030	-	- 11 629
Résultat de l'exercice	13 206	15 059	1 853	213	201	1 980	53	- 173	-	5
Provision réglementées	-	-	-	-	4 015	-	-	-	-	- 4 015
<b>Capitaux propres de l'ensemble INRAE</b>	<b>748 995</b>	<b>814 152</b>	<b>65 157</b>	<b>2 184</b>	<b>43 306</b>	<b>17 305</b>	<b>3 171</b>	<b>27 456</b>	<b>- -</b>	<b>28 265</b>
<b>Intérêts minoritaires</b>	<b>-</b>	<b>17 326</b>	<b>17 326</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>17 326</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>79 931</b>	<b>81 373</b>	<b>1 442</b>	<b>272</b>	<b>224</b>	<b>242</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>702</b>
Emprunts et dettes financières	615	3 000	2 385	1 677	-	-	708	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	18 179	23 483	5 304	5 126	12 635	6 931	147	14	- 19 549	-
Autres dettes et comptes de régularisation	310 818	365 625	54 807	3 462	6 761	3 294	231	47 602	- 6 543	-
<b>Total Dettes</b>	<b>329 612</b>	<b>392 108</b>	<b>62 496</b>	<b>10 265</b>	<b>19 396</b>	<b>10 225</b>	<b>1 086</b>	<b>47 616</b>	<b>- 26 092</b>	<b>-</b>
<b>Total Passif</b>	<b>1 158 538</b>	<b>1 304 959</b>	<b>146 421</b>	<b>12 721</b>	<b>62 926</b>	<b>27 772</b>	<b>4 257</b>	<b>75 074</b>	<b>- 26 092</b>	<b>- 10 237</b>

## Compte de résultat au 31 décembre 2021

En milliers d'euros	Comptes		Impact	INRAE Transfert	GEVES	AO	COUHINS	CAMPUS AGRO	Intragroupes	Retraitements								
	individuels INRAE	consolidés INRAE	consolidation															
Chiffre d'affaires	59 655	97 538	37 883	12 837	20 360	15 910	1 065	2	-	12 291	-							
Autres produits d'exploitation	969 755	967 185	-	2 570	176	10 036	218	432	-	14 739	1 307							
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>1 029 410</b>	<b>1 064 723</b>	<b>35 313</b>	<b>13 013</b>	<b>30 396</b>	<b>16 128</b>	<b>1 497</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>27 030</b>	<b>1 307</b>							
Consommations de l'exercice en provenance des tiers	-	157 805	-	176 637	-	18 832	-	2 193	-	16 930	-	9 564	-	788	-	53	10 696	-
Charges de personnel	-	707 899	-	733 397	-	25 498	-	9 092	-	10 899	-	4 875	-	502	-	133	3	-
Autres charges de gestion courante	-	12 411	-	1 426	-	13 837	-	1 960	-	15	-	519	-	-	-	-	16 331	-
Impôts et taxes	-	48 085	-	48 795	-	710	-	230	-	365	-	109	-	4	-	2	-	-
Variations nettes des amortissements et des dépréciations	-	72 529	-	74 882	-	2 353	-	201	-	2 395	-	69	-	201	-	2	-	113
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>-</b>	<b>998 729</b>	<b>-</b>	<b>1 032 285</b>	<b>-</b>	<b>33 556</b>	<b>-</b>	<b>13 274</b>	<b>-</b>	<b>30 604</b>	<b>-</b>	<b>15 136</b>	<b>-</b>	<b>1 495</b>	<b>-</b>	<b>190</b>	<b>27 030</b>	<b>113</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>30 681</b>	<b>32 438</b>	<b>█</b>	<b>1 757</b>	<b>-</b>	<b>261</b>	<b>-</b>	<b>208</b>	<b>992</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>188</b>	<b>-</b>	<b>188</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 420</b>
Produits financiers	2 093	1 935	-	158	10	123	9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	300
Charges financières	-	521	-	518	-	3	-	-	-	1	-	5	-	-	-	-	-	9
<b>Résultat financier</b>	<b>1 572</b>	<b>1 417</b>	<b>-</b>	<b>155</b>	<b>10</b>	<b>123</b>	<b>8</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>291</b>
<b>Résultat courant</b>	<b>32 253</b>	<b>33 855</b>	<b>█</b>	<b>1 602</b>	<b>-</b>	<b>251</b>	<b>-</b>	<b>85</b>	<b>1 000</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>188</b>	<b>-</b>	<b>188</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 129</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>-</b>	<b>400</b>	<b>█</b>	<b>400</b>	<b>-</b>	<b>8</b>	<b>348</b>	<b>-</b>	<b>153</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>218</b>
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>32 253</b>	<b>34 255</b>	<b>█</b>	<b>2 002</b>	<b>-</b>	<b>259</b>	<b>263</b>	<b>847</b>	<b>-</b>	<b>8</b>	<b>-</b>	<b>188</b>	<b>-</b>	<b>188</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 347</b>
Impôts sur le résultat	-	-	70	-	70	-	-	1 307	3	-	-	-	-	-	-	-	-	1 380
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>32 253</b>	<b>34 185</b>	<b>█</b>	<b>1 932</b>	<b>-</b>	<b>259</b>	<b>263</b>	<b>2 154</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>-</b>	<b>188</b>	<b>-</b>	<b>188</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>33</b>
Intérêts minoritaires	-	142	142	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	142
<b>Résultat net part de l'ensemble INRAE</b>	<b>32 253</b>	<b>34 043</b>	<b>█</b>	<b>1 790</b>	<b>-</b>	<b>259</b>	<b>263</b>	<b>2 154</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>-</b>	<b>188</b>	<b>-</b>	<b>188</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>175</b>

## Compte de résultat au 31 décembre 2020

En milliers d'euros	Comptes individuels INRAE	Comptes consolidés INRAE	Impact consolidation	INRAE Transfert	GEVES	AO	COUHINS	CAMPUS AGRO	Intragroupes	Retraitements									
Chiffre d'affaires	55 118	90 956	35 838	12 022	19 264	15 432	1 072	-	-	11 952	-								
Autres produits d'exploitation	930 097	926 257	3 840	59	9 878	159	558	-	-	15 383	1 207								
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>985 215</b>	<b>1 017 213</b>	<b>31 998</b>	<b>12 081</b>	<b>29 142</b>	<b>15 273</b>	<b>1 630</b>	-	-	<b>27 335</b>	<b>1 207</b>								
Consommations de l'exercice en provenance des tiers	-	153 460	-	172 005	-	18 545	-	1 981	-	16 631	-	9 221	-	885	-	50	10 223	-	
Charges de personnel	-	707 015	-	729 994	-	22 979	-	7 756	-	9 926	-	4 703	-	475	-	120	1	-	
Autres charges de gestion courante	-	16 805	-	2 227	-	14 578	-	1 916	-	13	-	604	-	-	-	-	17 111	-	
Impôts et taxes	-	46 341	-	47 166	-	825	-	340	-	362	-	115	-	5	-	3	-	-	
Variations nettes des amortissements et des dépréciations	-	48 372	-	51 249	-	2 877	-	303	-	2 425	-	138	-	200	-	-	-	-	87
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>-</b>	<b>971 993</b>	<b>-</b>	<b>1 002 641</b>	<b>-</b>	<b>30 648</b>	<b>-</b>	<b>12 296</b>	<b>-</b>	<b>29 357</b>	<b>-</b>	<b>14 505</b>	<b>-</b>	<b>1 565</b>	<b>-</b>	<b>173</b>	<b>27 335</b>	<b>-</b>	<b>87</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>13 222</b>	<b>14 572</b>	<b>1 350</b>	<b>-</b>	<b>215</b>	<b>-</b>	<b>215</b>	<b>768</b>	<b>65</b>	<b>-</b>	<b>173</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 120</b>
Produits financiers	171	293	122	13	111	2	-	-	-	-	-	4	-	-	-	-	4	-	-
Charges financières	-	187	-	192	-	5	-	4	-	-	4	-	1	-	-	-	4	-	-
<b>Résultat financier</b>	<b>-</b>	<b>16</b>	<b>101</b>	<b>117</b>	<b>9</b>	<b>111</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Résultat courant</b>	<b>13 206</b>	<b>14 673</b>	<b>1 467</b>	<b>-</b>	<b>206</b>	<b>-</b>	<b>104</b>	<b>766</b>	<b>64</b>	<b>-</b>	<b>173</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 120</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>-</b>	<b>580</b>	<b>580</b>	<b>-</b>	<b>7</b>	<b>305</b>	<b>7</b>	<b>10</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>265</b>
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>13 206</b>	<b>15 253</b>	<b>2 047</b>	<b>-</b>	<b>213</b>	<b>201</b>	<b>773</b>	<b>74</b>	<b>-</b>	<b>173</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 385</b>
Impôts sur le résultat	-	-	7	-	7	-	-	1 207	-	21	-	-	-	-	-	-	-	-	1 193
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>13 206</b>	<b>15 246</b>	<b>2 040</b>	<b>-</b>	<b>213</b>	<b>201</b>	<b>1 980</b>	<b>53</b>	<b>-</b>	<b>173</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>192</b>
Intérêts minoritaires	-	187	187	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	187
<b>Résultat net part de l'ensemble INRAE</b>	<b>13 206</b>	<b>15 059</b>	<b>1 853</b>	<b>-</b>	<b>213</b>	<b>201</b>	<b>1 980</b>	<b>53</b>	<b>-</b>	<b>173</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5</b>